

**medecins:
le racket de
la secu**

apl

CHAQUE MERCREDI 4F • INFORMATIONS

REGIONALES • N°113 DU 19 AU 26 MARS 80

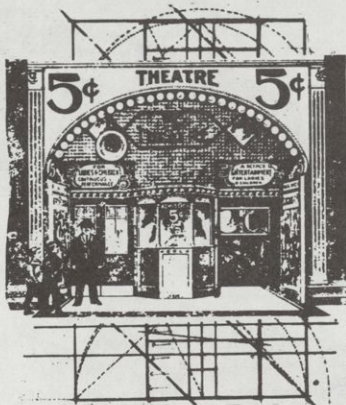
bus nantais

**LA GAUCHE
CONDUIT A DROITE**



la page 2
revient!
en plein jour !...

STAGE THEATRE



Le théâtre de La Chamaille a obtenu, cette année, une subvention pour ses activités de formation et d'animation en milieu scolaire. Nous proposons dans ce cadre, un Stage d'Expression Dramatique aux enseignants d'établissements du primaire et du secondaire. Notre programme comprend :

- une pratique personnelle du corps et de la voix, une recherche de sensibilité, une provocation de son imagination.

Le travail s'effectue autour de diverses propositions :

- comprendre et faire vivre un texte poétique ou dramatique,
- construire un moment dramatique à partir d'improvisations.

S'entraîner soi-même à un effort de réflexion, de mobilisation et de création, c'est ce qui nous semble être important pour des enseignantes qui pourraient solliciter de leurs élèves une démarche similaire.

Le stage se déroulera à Nantes, du mardi 8 au samedi 12 avril, à 12h.: 300 Frs ce qui correspond aux frais de locaux, assurances et repas. L'hébergement n'est pas assuré.

P.S. : pour s'inscrire, théâtre la Chamaille 5 rue du Ballet, 44 000 Nantes (nous ne sommes pas toujours au 29.24.27. !)

grève des MI-SE

Suite à la coordination nationale des MI/SE qui s'est tenue à Angers les 8/9 mars, l'A.G. du 12 mars (250 personnes) a précisé le calendrier de la semaine de grève nationale du 19 au 22 mars :

19 mars : Manif régionale à Rennes (départ en voitures de la fac de lettres à 11h)

20 mars : Intervention spécifique des MI/SE dans les actions menées pendant la grève de l'éducation nationale.

21 mars : A.G. académique à Nantes, 14h fac de lettres : bilan, suite de la grève.

22 mars : Coordination Nationale des MI/SE à Paris Tolbiac, 14h.

D'autre part, un gala de soutien va être organisé pour combler le déficit et nous permettre de continuer notre lutte. Il aura lieu le 26 mars à la salle de la Frébaudière (Orvault) avec Mickey nd'Stein Ticket, Detective... Qu'on se le dise.

Collectif MI/SE.

apl BOUCHON !

- Allo ! l'APL ? Je vous ai envoyé un texte il y a 15 jours. Pourquoi n'est-il toujours pas passé ?

- Ce coup de téléphone on le connaît bien. On reçoit chaque semaine des dizaines de lettres, de textes d'annonces. Impossible de tout passer. On fait un journal de 20 pages. Pas plus. Alors on stoke. Certains textes attendent trois semaines pour passer. On ne peut pas faire autrement. Une première chose, si vous voulez avoir le maximum de chance de voir passer votre article, faites un papier court, concis. Bien souvent un texte de 1 page peut se réduire à 1/2 page. De notre côté

on cherche aussi des solutions techniques. Augmenter le nombre de pages ce qui s'accompagnera d'une augmentation du prix : 24 ou 28 pages possibles mais à 5 ou 6F. minimum. Ou alors l'achat d'une photocopieuse ce qui permettrait de rester à 20 pages mais avec plus de textes, des pages plus nettes, plus lisibles.

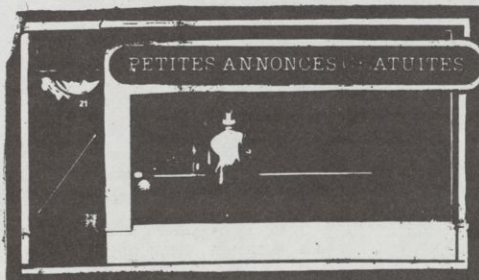
Seulement l'investissement est important 30 000 ou 40 000 Frs en occasion et encore pas facile à trouver.

On ne désespère pas de résoudre le problème, mais en attendant patience, on essaie de faire au mieux mais ce n'est pas toujours facile

APL.

SOMMAIRE

OUVRIER	
Bus nantais.....	3.4.
NUCLEAIRE	
Plog Off.....	5.6.
OUVRIER	
Panique au Central Hotel.....	6
VENDEE	
La mort des paysans est au Présent.....	7
PAYSANS	
Parole de Femmes.....	8.9
SANTE	
Très chers Docteurs.....	10.11
Kiné-démocratie.....	11
B.D.....	12
IMMIGRES	
Lettre.....	13
ENVIRONNEMENT	
Marée noire.....	13
BREVES.....	14
CULTURE	
Fête Paysans travailleurs.....	15
Faut-il brûler l'Opéra.....	16.17
Théâtre.....	17
MUSIQUE	
Medley.....	18
CINEMA.....	19



Urgent donne deux petites chattes Dorso Beryck 10 rue du Coëdic 44 000 Nantes ; passer après 19h ou laissez un message.

Pour ma 2 cv chérie cherche batterie 12 V tél. à Nicolas 76.26.33.

Dans le car de Plogoff de samedi 8 mars, trouvé une carte d'identité au nom de M. la réclamer à l'APL.

Merci au mec qui est intervenu dans un kiosque à journaux pour dire au taulier qu'il n'avait pas le droit de me fouiller et qu'il devait me laisser me barrer larcin ou pas. Fière chandelle !

ABONNEMENT

Je m'abonne pour :

Un trimestre 12 numéros : 48 F Soutien : 50 F
 Un semestre 24 numéros : 90 F Soutien : 150 F
 Un an 48 numéros : 180 F Soutien : 250 F

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Mettre les chèques à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'Ouest et les adresser à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schuman 44300 NANTES.

3 numéros gratuits

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

Je (nom) _____

Adresse _____

souscrits pour moins de 100 F
 entre 100 F et 200 F
 plus de 200 F

apl

REUNION DE REDACTION

Le samedi matin, de 10h à 12h30.
réunion de rédaction ouverte à tous.

PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h

Telephoné: 76.26.33.

bus nantais

LA GAUCHE DERAPE

Les mairies de gauche de l'agglomération, et particulièrement Nantes et Rezé se retrouvent aujourd'hui avec une drôle de casse-rolle accrochée à la patte : un bus. C'est le premier conflit d'envergure entre la ville, "le plus gros employeur du département", et ses salariés. Les élus de gauche, il faut bien le dire, se sont montrés cassants dans les négociations, ou plutôt l'absence de négociations. Un patron classique aurait lâché quelques bricoles pour tenter de briser l'unité syndicale. Au lieu de cela, les "nouveaux patrons au goût social" ont accumulé les "erreurs de parcours", de la lettre individuelle envoyée à l'ensemble des salariés (cf APL n°112) à la publication des salaires des traminots dans la presse locale, en passant par le chantage à la suppression de la prime de Mi-Carême. Pratiques de droite dont le seul résultat tangible a été de durcir ce "mauvais conflit".



En 1977, des équipes municipales d'Union de la Gauche prennent le pouvoir dans la plupart des communes de la couronne nantaise. Depuis 1975, la gestion des transports en commun était confiée à une société privée, la STAN, filiale nantaise de la TRANSEXEL, une entreprise spécialisée dans ce genre de gestion sur nombre d'agglomérations. Dès leur installation, les élus de gauche programment le passage à une gestion publique du réseau de bus de l'agglomération. "Il s'agissait (Nantes Votre Ville octobre 78) de mettre fin à une anomalie" à la gestion incontrôlée des deniers publics. Le contrat liant la ville à la TRANSEXEL expirant au 31 décembre 78, il est décidé la mise en place d'une société sans capitaux privés assurant elle-même la gestion des transports. C'est la SEMITAN, Société d'Economie Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Nantaise. Une société d'économie mixte, c'est une société anonyme dont une ou plusieurs actionnaires sont des collectivités publiques. Pour la SEMITAN, la collectivité actionnaire, c'est le SITPAN, syndicat intercommunal des transports de l'agglomération nantaise. Il regroupe 13 communes de la couron-

ne nantaise et détient 65% des actions de la SEMITAN (les autres gros actionnaires étant la Chambre de Commerce, la Caisse d'Epargne et la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire.) A la tête des deux organismes, des hommes de gauche : pour le SITPAN M. Canevet, adjoint au maire de Nantes, de formation syndicaliste puisqu'il fut longtemps à la CFDT-cheminots.

Le président de la SEMITAN, c'est M. Floch, maire socialiste de Rezé. Voilà pour les "politiques". Côté "technicien" le directeur de la SEMITAN c'est Bigey, un homme de la RATP, un spécialiste des tramways. En 1979, c'est la "paix sociale" à la SEMITAN même si le réseau nantais reste, du point de vue des salaires, le 15ème de France, des augmentations substantielles sont consenties près de 17% de rattrapage.

Mais depuis décembre, les négociations salariales pour l'année 1980 dérapent. Les revendications sur le pouvoir d'achat et le temps de travail (voir le détail dans APL n° 111) sont rejetées en bloc par la direction qui propose, et fait même afficher, son propre plan d'augmentations. Quand les syndicats réclament

l'indexation des salaires sur une moyenne indice INSEE/indices syndicaux, la direction aligne son échelle mobile sur le seul indice INSEE évidemment plus défavorable. Même si la révision est aujourd'hui opérée mois par mois, ce qui, aux dires de Bigey, conduit à une "augmentation du pouvoir d'achat certes modérée mais bien réelle pour tous"... "Nous aimerions satisfaire toutes les revendications des salariés, ajoute la direction, mais il y a un plafond qu'on ne peut pas dépasser sans mettre en péril l'équilibre financier de la société et sans aggraver le déficit d'exploitation payé par les collectivités locales, donc par le contribuable. D'ailleurs le personnel de la SEMITAN est plutôt bien payé".

"Bien payé ? C'est vrai, répondent les syndicats. Seulement c'est un métier très usant et qu'on ne peut que rarement exercer plus de 20 ans. Et puis, quand on voit ce que le contribuable paie chaque année pour couvrir la faillite de la NAMET, qu'on ne compte pas sur du sentimentalisme de notre part..."

Se profile également à l'horizon 83 le "Métro léger" nantais. Une opération de prestige, un enjeu électoral.

"Les bus, ça passe au second plan. Tout le fric est investi dans la mise en place du tramway. D'autant plus qu'entre Nantes et Strasbourg c'est une lutte serrée pour décrocher le pompon des subventions du gouvernement". Décidément, les gestionnaires de gauche et les syndicats ne parlent plus le même langage à Nantes. Enjeux contradictoires dans un conflit qui se durcit.

"BIGEY, CANEVET, CA VA FAIRE... FLOCH!"

Tout s'est joué entre jeudi et vendredi dernier. Les traminots avaient déjà fait grève le 27 février et le 1er mars sans que se dessine un quelconque déblocage des négociations. Ils avaient donc, tout en maintenant leur préavis de grève pour samedi 15, jour de la Braderie, prévu de débrayer jeudi matin. La direction a réagi en deux temps. En affichant une note de service menaçant de faire sauter la "prime de Mi-Carême" si le service du jeudi n'était pas effectué intégralement. En acceptant de recevoir une délégation jeudi en fin de matinée. Une divergence est alors apparue au sein de l'intersyndicale,

Pour la CGT majoritaire, il fallait maintenir le débrayage pour appuyer la délégation. Force Ouvrière estimant elle, qu'il fallait faire preuve de bonne volonté puisque la direction voulait bien rencontrer les tramnots. Et puis, c'était embêtant de faire perdre aux tramnots leur prime de Mi-Carême. Finalement, pour ne pas casser l'unité syndicale, la CGT s'est rangée sur une position de compromis : le débrayage était repoussé au vendredi matin.

Que dire de la négociation ? Rien, sinon qu'il n'y en eut pas. Plus de deux heures d'un dialogue de sourds. Et la Mi-Carême eut lieu sans perturbations. Au soir du jeudi, les tramnots avaient le sentiment de s'être fait manoeuvrer en beauté.

Et ils étaient plus de 400 le lendemain matin à la gare du Commerce pour entendre le compte-rendu des délégués. Le mécontentement était monté d'un cran.

C'est d'abord Jean Claude Le Pioufle le jeune secrétaire de La CGT des tramnots, qui parla au nom de l'intersyndicale.

"Floch, Canevet et Bigey nous ont vraiment pris pour des enfants de chœur. Le seul élément nouveau, c'est qu'ils menacent de publier nos salaires dans la presse...

C'est vrai que nous sommes relativement bien payés, mais nous n'avons pas à avoir honte de nos salaires. Il faut tout de même savoir qu'au bout de 20 ans, les roulants sont pour 80% d'entre eux incapables de poursuivre leur vie professionnelle : ils souffrent de la colonne vertébrale ou sont détraqués nerveusement. C'est un peu comme les footballeurs professionnels : très bien rémunérés mais ça ne dure pas dix ans. Et la place à Marcel Saupin coûte tout de même plus cher qu'une place dans le bus !"

M. Jolly, de Force Ouvrière, intervenait ensuite. La façon de la roublardise des vieux dirigeants F.O. et les mêmes références politiques "rétro".

"Nous avons en face de nous un directeur napoléonien : le premier consul c'est Floch, et le vice-consul, c'est Bigey..."

Les tramnots se sont alors rendus en cortège jusqu'à la mairie de Nantes. Une manifestation très dynamique où un nouveau slogan fusait toutes les cinq minutes. Le plus repris : "Bigey, Canevet, ça va faire... Floch !"

Flottait au vent le vieux chapeau rouge à franges dorées de la CGT des tramnots, une vraie pièce de musée.

Un bus fut alors rentré dans la Cour d'Honneur de la mairie. Manoeuvre réussie : le véhicule passait juste dans l'alignement de la grille monumentale. (Il paraît que le contremaître chargé quelques heures après de l'en sortir eut moins de chance...). Tandis que les tramnots faisaient brûler sur le perron les fameuses lettres individuelles envoyées aux

salariés en même temps que le bulletin de paie (cf APL n°112), une délégation était finalement reçue par MM Bigey et Canevet. Une entrevue aussi stérile que celle de la veille.

Au cours d'une Assemblée Générale improvisée dans la cour de la mairie les conducteurs décidaient à l'unanimité de prolonger leur débrayage initialement prévu pour la seule matinée, et d'aller informer les équipes de l'après-midi au Commerce et à St Nicolas.

Nouvelle manifestation vendredi tantôt devant la mairie de Rezé, 200 personnes trois bus, dont deux "articulés" bloquant l'entrée. Une délégation était reçue par le maire, M. Floch, qui se montra, semble-t-il moins intransigeant que les élus nantais, déclarant : "qu'il allait voir ce qu'il était possible de faire" et assurant qu'une nouvelle rencontre pourrait avoir lieu en début de semaine.

GREVE DU ZELE

Espoir d'un déblocage du conflit ? Les tramnots qui se sont réunis pour une nouvelle A.G. samedi matin à la Mabonnière ont en tout cas lancé pour cette semaine un mot d'ordre de "grève du zèle illimitée". La grève du zèle, une arme redoutable. La stricte application du règlement (45 km/heure maximum, interdiction de doubler, pause de 10 minutes à chaque terminus, une demi-heure complète de coupure pour ceux qui travaillent en vacation unique etc...) risque de se traduire par un assez joli merdier dans les transports en commun de l'agglomération. La



▲ BIGEY, DIRECTEUR DE LA SEMITAN, LORS DE LA MANIF DU VENDREDI.

gare centrale du commerce, qui ne peut fonctionner que par une rotation très rapide des véhicules, risque notamment d'être assez vite embouteillée...

Les "roulants" n'ont en outre pas des masses appréciées que la SEMITAN mette à exécution en publiant samedi matin leurs salaires dans la presse locale. Ils se réservent de dévoiler à leur tour les fiches de paie de leurs patrons. "Et on verra qu'il y a une sacrée différence"...

(A suivre...)
Ph. B.

gala radio libre St.Naz. :

MACHIN, quatre jurassiens qui savent si bien mélanger l'ironie, la qualité musicale et une touche de modernisme ; ils sont en passe de devenir l'un des meilleurs groupes de folk progressif du moment. Ils gardent du folklore les refrains en "digue donda, digue dondé", mais la Fanchon de la chanson rencontre un OVNI sur la route de Rome, en lieu et place des beaux capitaines de la tradition, et MACHIN affirme avec sérieux qu'il tire cette chanson du folklore d'avenir.

Le MERCREDI 26 MARS à la Maison du Peuple.

Ce gala est organisé par le comité de soutien à Radio Libre Populaire

St Nazaire qui continue d'émettre tous les vendredis soir à partir de 20H ainsi que tous les dimanches matin à partir de 11H entre 88 et 101 Mhz.

MACHIN

Ce gala de soutien peut permettre le développement de RLPSN qui doit faire face à la répression. En effet en plus des 3 inculpations, le comité de soutien a été informé que 2 autres personnes ont été convoquées chez le Juge d'Instruction. Celles-ci ont été citées comme témoins dans la plainte contre X. Elles ne sont entendues dire qu'une émission clandestine aurait été diffusée de leurs véhicules.

Prix des places : 25 Frs
Prix étudiants, chômeurs femmes non salariées : 10 Frs
Points de vente : Gilradio, Melo Men's et Maison du Peuple.

Comité Soutien à Radio Libre Populaire St Nazaire.

PLOG OFF:

« HI! HI! HI! HI! »

Le compte rendu de la visite à Plogoff (APL n°112) nous a valu 2 lettres de critiques. Nous publions un extrait de l'une, et l'autre en entier car elle propose une réflexion dont la conclusion concerne la lutte du Pellerin.

RETOUR DE PLOGOFF.

Quelques réflexions à partir de l'article de D.B.

"Beaucoup de nantais se sont demandés ce qu'ils étaient venus faire à Plogoff". C'est par cette phrase que D.B. termine son article (APL n°112) sur la montée des nantais à Plogoff le 8 mars. Cette phrase résume l'esprit du compte rendu. Nous ne sommes pas d'accord avec une telle vision aussi catégorique de ce qui s'est passé.

Que des nantais soient montés à Plogoff avec la vision des manifs, grands rassemblements comme au Pellerin, comité d'accueil, stands écolos, etc... alors bien sûr, ceux-là ont peut-être été déçus.

Mais beaucoup de nantais sont montés à Plogoff avec une autre vision : renforcer concrètement le soutien aux gens de Plogoff qui se battent contre l'enquête d'utilité publique. Ce renforcement s'est traduit d'une part par la participation active aux affrontements avec les CRS, lors du départ des mairies annexes, d'autre part, par la manifestation à Pont Croix.

Cette manifestation a montré qu'il pouvait y avoir deux attitudes possibles :

- soit s'affronter aux forces de l'ordre pour montrer notre détermination, ce qui eût été suicidaire vu la souricière qu'est la ville. Mais le fait que les organisateurs aient dû attendre trois quarts d'heure pour que les manifestants se dispersent, malgré leurs incantations à la dislo-

cation, montre que la majorité avait envie d'autre chose qu'une manifestation traine-savates autour du séminaire caserne.

- soit défiler tranquillement autour du séminaire caserne, ce qui, apparemment, était la volonté de la majorité des organisateurs. D.B. aurait-il oublié cette division chez les manifestants ?

Bien sûr à Plogoff, cette division n'apparaît presque pas du fait que l'ensemble de la population a choisi une tactique de lutte offensive qui se traduit par les affrontements quotidiens aux CRS lors du départ des mairies annexes, mais aussi par d'autres actions, tout aussi quotidiennes : barrage des routes, dépôt d'ordure etc...

Tactique de lutte offensive, revendiquée et assumée par l'ensemble de la population, les lances-pierres autour du cou lors du procès de Quimper montraient cette revendication de l'illégalité.

D.B. passe aussi curieusement sous la table, le débat qui a eu lieu l'après-midi lorsque les gens de Plogoff sont venus nous expliquer leur lutte.

Il n'a vu qu'un aspect du débat : pourquoi les gens de Plogoff ont-ils été surpris d'une telle affluence de nantais. Derrière ce débat en fait était posé le problème de la tactique de lutte : des nantais étaient-ils venus pour soutenir concrètement les gens de Plogoff, quitte à prendre le risque de se faire arrêter ou bien étaient-ils venus pour voir ce qui se passait, pris en charge par un comité d'accueil. Ce qui ressort de l'article c'est que le comité d'accueil manquait, ce qui est ressorti à notre avis du débat, c'est que la majorité était venue concrètement pour se battre.

Cette majorité qui bien sûr à Nantes est minoritaire, c'est celle qui en a marre des manifs traine-savates où le parcourt prévoit de s'écarter au maximum de la préfecture, d'EDF ou de toute cible mobilisatrice. Bien sûr c'est ce débat qui traverse Nantes, mais qui n'arrive pas à prendre forme.

L'APL dans le n°99 avait lancé le débat sur le bilan après 4 ans de lutte, en "rencontrant des militants de diverses composantes du mouvement d'opposition à la centrale" mais l'APL avait oublié de rencontrer une composante ce qui rendait ce bilan assez plat.

La question de la tactique de lutte contre le nucléaire a toujours été sur Nantes une question brûlante question qui en même temps posait le problème du rapport aux réformistes, PS et CFDT en particulier.



Or la coordination anti-nucléaire a toujours voulu mettre dans le coup le PS et la CFDT qui au dernier moment a toujours dit non ou bien était là uniquement pour signer, préférant mener sa campagne seule.

Cette volonté a poussé le mouvement antinucléaire sur Nantes au pacifisme, à rejeter toute lutte réellement offensive, mais par contre, à sauter dans la pétitionite, dans les grands rassemblements sur les économies nouvelles qui font l'affaire des commerçants marginaux ou non d'ailleurs (ou encore fascisant : le Paysan Biologiste).

Or qu'est-ce qui pèse aujourd'hui le plus dans la lutte antinucléaire, est-ce la petition unitaire qui circule depuis six mois-1 an, ou bien est-ce la tactique de lutte mise en avant à Plogoff où se retrouve une large majorité de la population ?

Certains diront que ce qui s'est passé à Cheix, au Pellerin ou à Coueron lors de l'enquête, était semblable à ce qui se passe à Plogoff.

Que ce soit ces actions qui nous marquent aujourd'hui 4 ans après, c'est très significatif; de fait ce ne sont pas les pétitions qui ont marqué l'enquête du Pellerin. Mais il ne faudrait quand même pas oublier que, contrairement à Plogoff, ces actions étaient minoritaires, sporadiques, non assumées par l'ensemble de la population. Voire rejetées par une très grosse partie du mouvement (ces actions empêchant l'unité avec les réformistes) qu'on se rappelle, les actions de sabotage au Pellerin même, ces actions étaient justes, mais n'étaient relayées dans l'ensemble de la population par aucune initiative visant à les expliquer, les rendre populaires.

Et si demain EDF commençait les travaux, la question de la tactique de lutte resurgirait inévitablement aussi ne sert-il à rien de cacher les divergences.

Non nous ne nous sommes pas demandés ce que nous faisons à Plogoff. ■

Des militants de l'OCT à Plogoff le 8 mars.



2)

Dans la série "à quand nos médailles?" chapitre: Plogoff

NOS HEROS MANIFEURS REUSSIRONT-ILS A TROUVER LE COMITE D'ACCUEIL PREVU PAR LEUR AGENCE DE VOYAGE?

Trois cars pleins et de nombreuses voitures particulières remplies de vaillants nantais débarquent à Plogoff. Mais où sont les guirlandes et les lampions? On scrute l'horizon, même pas de fanfare, pas de délégation d'accueil!!!... Quel merdier, quelle déception pour nos héros! Et après les incidents qui vous creusent l'estomac, même pas de banquet, Quelle honte!!!... Alors on se rabat l'oeil triste et les intestins grondants sur les quelques troquets de Plogoff. "beaucoup de nantais se sont

demandés ce qu'ils étaient venus faire à Plogoff" Mais que diable! nos touristico-militants-voyeurs-m'as-tu vu-là-j'y-étais sauront-ils un jour agir sans guide et sans dépliant touristique?

.GP.

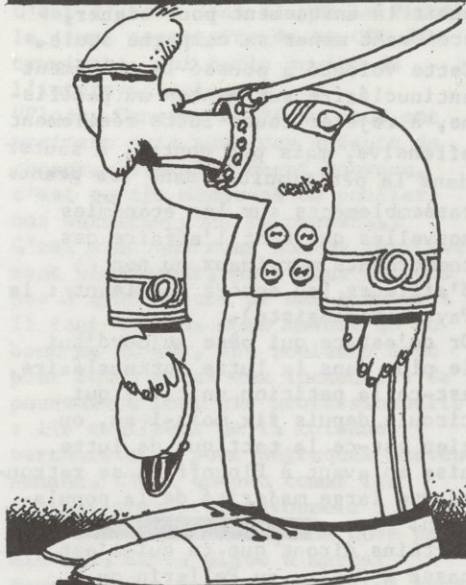
P.S.: Il n'est pas prévu d'impression des médailles (quoique la demande se fait pressante). Mais il est toujours possible de venir retirer chez les indigènes combattants, une série de grenades qu'ils ont reçues sur la gueule. Elles seront d'un plus bel effet sur votre cheminée! D'un seul regard, le frisson assuré!!!... brrr.

3) Je suis allée à la bergerie j'ai discuté avec le berger, combien ont songé à s'intéresser au GFA? Combien ont compris que Plogoff ce n'était pas seulement la lutte anti-nucléaire

mais que ça allait bien au delà, qu'il y a là toute une réflexion engagée, tatonnante, progressive, que les gens progressent ensemble lentement. Savez-vous ce qu'envisagent les habitants de Plogoff pour la suite, au delà des manifestations spectaculaires: l'installation d'autres bergers, la réutilisation progressive de la lande... J'ai discuté de cela et appris tout ça samedi matin!!!

...Par ailleurs il me semble tout à fait normal que les gens de Plogoff ne tiennent pas à ce que des gens de l'extérieur soient arrêtés là...

c'est signé: Quelqu'un qui ne se demande pas ce qu'elle a été faire à Plogoff et qui salue les habitants de Plogoff.



Depuis le 6 mars, l'ensemble du personnel du Central Hotel à Nantes est en grève. Première grève dans cet hôtel mais aussi première grève à Nantes dans ce secteur où habituellement la contestation est fort mal vue. Situé derrière la place du Commerce, au coeur de la cité, le Central Hotel est un établissement de luxe. Si la clientèle est fortunée le personnel lui, n'en profite guère. Le régime général des 55 employés c'est le SMIC et un nombre d'heures de travail important. Mais la maison ne connaît pas le paiement en heures supplémentaires. "Vous savez, me dit une employée, cela fait 19 ans que je travaille ici, c'est la première grève et je crois bien qu'il n'y en a jamais eu dans d'autres établissements également. Autrefois le Central Hotel était considéré comme une des meilleures maisons. Il y a 15 ans, lorsqu'il fallait donner un coup de collier, on touchait une rallonge de 5 000 F à la fin du mois, à l'époque c'était une somme importante, et les salaires augmentaient annuellement de 5000 F également."

PANIQUE AU CENTRAL HOTEL.

"Les temps ont changé et le patron aussi, aujourd'hui c'est Mme Martin qui dirige cet établissement, ainsi que deux autres hôtels, l'un à Poitiers et l'autre à Paris. Plus question de prime lorsque le travail a été important".

- "Nous travaillons 49H mais nous ne sommes payés que 40H. C'est ce qu'on appelle "les équivalences". Dans l'hôtellerie, on estime que vous avez du temps libre ou plutôt qu'il faut faire acte de présence mais sans travail réel. Autrefois c'était une réalité. Mais aujourd'hui la direction a réduit les effectifs et il faut faire plus de travail. Lorsque vous avez fini votre travail le patron vous met temporairement sur un autre poste. Maintenant on travaille pendant 49H".

Surprise des clients lorsque le personnel a expliqué ses conditions de travail, son salaire, accueil favorable même si parfois une réflexion agacée vient tinter aux oreilles des grévistes. Dans l'ensemble les clients ne se trouvent pas gênés par ce mouvement. Il ont même signé une pétition reconnaissant que les piquets de grève n'entravent en rien l'accès de la clientèle à l'hôtel. Quant au service, s'ils n'ont plus les visages

familiers, il n'est guère perturbé puisque la direction a remplacé tout le personnel par des intérimaires, des "extras" selon le jargon de métier. Venus de Paris, logés nourris et bien payés, ce sont eux qui font tourner la boutique. L'utilisation des jaunes est ici une institution.

"Nous demandons un jour et demi de repos hebdomadaire au lieu d'une journée actuellement me rappelle une gréviste; et nous demandons la garantie d'un salaire plancher minimum pour ceux payés au pourcentage, salaire calculé en fonction du salaire moyen des mois précédents et pour les salaires fixes nous voulons le SMIC plus 10% au minimum".

La direction pour l'instant refuse la négociation.



LA MORT DES PAYSANS EST AU PRESENT

Dans le n° d'APL précédent une "brève" intitulée "Elevés en colère" faisait part du mécontentement des Paysans-travailleurs sur la situation qu'on leur impose... pendant ce temps là la FNSEA collabore... babille doucement dans le confort Européen...

Quelle est cette situation que l'on impose... imaginé un salarié à qui l'on propose une augmentation de son salaire de 2% pendant que son loyer augmente de 20%, les charges sociales de 5%... et en un mot une augmentation du coût de la vie de 15%... Eh donc voilà ce que l'on propose aux paysans, "On" c'est Bruxelles puisque le marché commun agricole est, lui, une réalité. Les prix sont fixés à la production et la hausse proposée de ces prix varie de 1,5 à 3% selon les produits sur 1980.

Face à ces 3% maximum... les engrais grimpent de 20%, la Mutualité Sociale Agricole caracole à 26% et le fuel culmine à 50% d'augmentation. Faites un simple calcul, vous obtenez une baisse des revenus.

Les "canards boiteux" (selon l'expression de Raymond Barre) disparaîtront, faute de supporter le choc. Notre agriculture constituée aujourd'hui 1 million 100 mille exploitants devra petit à petit se réduire à 300 000.

Voilà en fait, l'objectif à long terme, l'histoire depuis l'après guerre nous le confirme jour après jour. Le tout est orchestré par un discours (tant du côté du pouvoir que de la FNSEA) sur la compétence, la rentabilité "changez vos méthodes de travail ; investissez mécanisez, vous produirez plus et vous vivrez mieux".

Effectivement, les paysans produisent plus avec du matériel plus puissant, ils n'ont pas le choix : c'est ça ou leur élimination... mais ils travaillent toujours autant et malgré cela leur revenu baisse.

Dans notre région les principales productions sont le lait et la viande. Qu'en est-il ?

Pour le lait :

Le grignotage des prix à la production s'effectue par l'intermédiaire des différents barèmes selon la qualité du lait -matière azotée etc...- et par le biais d'une taxe, dite de co-responsabilité. Un petit rappel historique sur cette taxe démontre à quel point la FNSEA collabore avec le grand capital. Cette taxe avait pour objectif de faire participer financièrement les paysans à la resorption des excédents (comme si c'était de leur

faute), et si cette taxe a été finalement adoptée, c'est parce que la FNSEA l'a approuvée et l'a imposée à ses adhérents. Aujourd'hui 1980... on s'aperçoit que l'argent collecté par cette taxe est loin d'être dépensé et que la FNSEA (en guise de cadeau ?) reçoit en retour quelque subsides. Le syndicat FDSEA de Vendée a reçu à lui tout seul 53 millions d'anciens francs... Qui dit mieux !!

Non content d'avoir imposé à une certaine époque cette taxe, "Bruxelles" veut maintenant en faire passer 3 nouvelles dont les objectifs sont de réduire les dépenses communautaires de soutien des marchés, et stopper la progression de la production laitière.

Dans un même temps Mehaignerie, ministre de l'agriculture affirme : "le pouvoir d'achat sera maintenu par une augmentation de la production en volume".

D'un côté il faut augmenter la production par exploitation, et d'un autre il faut globalement diminuer la production...

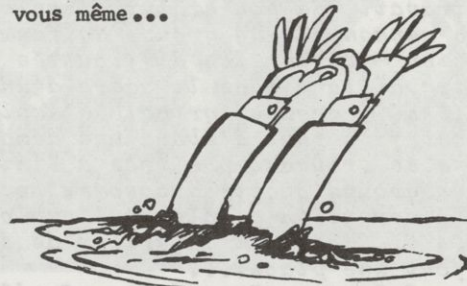
Comment résoudre cette contradiction apparente ? Inutile de chercher des heures !! Il suffit de diminuer le nombre d'exploitations... il suffisait d'y penser et les capitalistes de l'agriculture les pouvoirs politiques en place et la FNSEA eux ne pensent qu'à ça.



Pour la viande :

Si un jeune voulait s'installer avec une production viande (avec l'emprunt de la totalité du capital) il devrait vendre son kg de viande à 21F... actuellement la vente se fait à 16F. Les producteurs de viande qui n'ont pas "coulé" sont :

- ceux qui ont leur bâtiment et matériel déjà amortis
 - ceux qui ont bénéficié des compléments de prix
 - ceux qui ont atteint une meilleure productivité
- et les autres ? faites la conclusion vous même...



Face à cela les Paysans travailleurs ont toujours opposé des revendications portant sur :

- des prix garantis aux producteurs dans le cadre du Quantum.
- Le Quantum est une limitation de la production à un certain niveau permettant à tous les producteurs un revenu possible de leur travail. Ces revendications se traduisent pour le lait par un refus de toutes taxes ou super taxe, par un refus de toute augmentation des écarts entre les qualités de lait, par un refus du paiement de la production à la "matière utile".
- A ces refus s'ajoutent les revendications sur les prix et les conditions matérielles de travaux... Pour la viande, les paysans travailleurs réclament :

- de maintenir le prix payé au producteur au niveau du prix de Bruxelles et donc, de supprimer les compléments de prix qui créent des inégalités entre gens d'une même production
- un rattrapage de 30% du prix indicatif (celui de Bruxelles), celui-ci étant sous évalué...
- un quantum équivalent à une exploitation de 25 vaches allaitantes (Revenu par la vente des taurillons).

Les enjeux sont de taille et concernent en France des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui vont devoir "disparaître"... dans la même logique que les travailleurs de la sidérurgie ont dû disparaître.

Le phénomène existe dans l'agriculture depuis longtemps et les dernières décisions de "Bruxelles" constituent une nouvelle étape.. il y en aura d'autres, le monde agricole disparaît progressivement sans éclat... mais imperturbablement... Et cela n'a rien de fatal, ni de naturel..

Propos recueillis par
APL Vendée auprès de Paysans travailleurs.

PAYSAN

PAROLE DE FEMMES

La semaine dernière, Marie Paule nous parlait de son travail, de son statut d'exploitante. En Vendée, A.P.L. a rencontré un groupe de femmes -non chef d'exploitation - vivant les difficultés communes à bien des femmes travaillant dans le cadre d'un G.A.E.C. ou autrement, (GAEC : groupe agricole d'exploitation en commun) ; elles ont fait tout d'abord une démarche syndicale. Minoritaires, ne se trouvant pas très à l'aise, elles ont constitué un groupe quasi-autonome. Les femmes présentes ce soir là vivent en couple et l'exploitation est organisée en GAEC. C'est à l'intérieur de cette structure qu'elles se font une place....

Sylvette, Bernadette, Camille, Janine, Claudine parlent de leur expérience et de leur pratique visant à rechercher une place qui leur soit propre.

Sylvette. Je suis mariée.

Notre GAEC est constitué par 2 couples et une célibataire.

Faute d'une réglementation officielle (statut de co-exploitante non encore en vigueur) nous avons un règlement intérieur qui répartit les revenus en autant de personnes.

(5). Il y a un an, il a été question de prendre un nouvel associé. Je bossais déjà pas mal sur la ferme. Ce n'était pas satisfaisant et j'envisageais d'aller travailler à l'extérieur. Avec la femme de l'autre couple, on a mis sur pied le projet d'une production qui serait bien à nous : élevage de moutons. Puis on en a parlé aux hommes. Au début, ils étaient septiques, d'autant qu'il fallait diminuer le troupeau de vaches pour investir dans ce nouveau projet. Ils étaient devant un choix important. S'ils refusaient, nous allions travailler ailleurs et ils devaient se débrouiller sans nous. On a donc pris ça complètement sous notre responsabilité. C'était très dur au début car nous n'avions pas la formation correspondante -quelques semaines de stages seulement- Il a fallu faire face à tout : alimentation, maladies ; au premier agnelage c'était un peu la panique. On ne maîtrisait rien. J'avais le sentiment qu'on nous attendait au tournant ; il ne fallait pas se loucher.

Pour les enfants, sans bien s'en rendre compte, on en a gardé la charge : on s'est organisé pour rester chacune notre tour à la maison. On se disait qu'il ne fallait pas

trop en demander à la fois, mais je crois que c'était une erreur. Depuis on s'est organisées autrement.

Bernadette. (GAEC, 2 couples, 1 associé)

Moi, je perçois un salaire de mi-temps, mais le problème est que si le GAEC s'arrêtait, la capitalisation serait partagée en 2 parts, alors que la femme de l'autre couple travaille à l'extérieur. Je m'occupe de la maison, et sur la ferme, des veaux. Je ne voulais pas prendre complètement la responsabilité d'une production. Je n'ai pas vraiment fait le choix de travailler à l'exploitation ; je n'avais pas de formation mais j'arrivais à point pour palier au manque de personnel.

Au début, pour l'alimentation des veaux, j'ai fait des gaffes

dans les rations. Je participe aussi à la préparation des terrains, aux récoltes. Je n'ai jamais calculé mes horaires. Aujourd'hui, c'était bien 6/7h mon mari était absent, et il fallait bien faire le travail quand même.

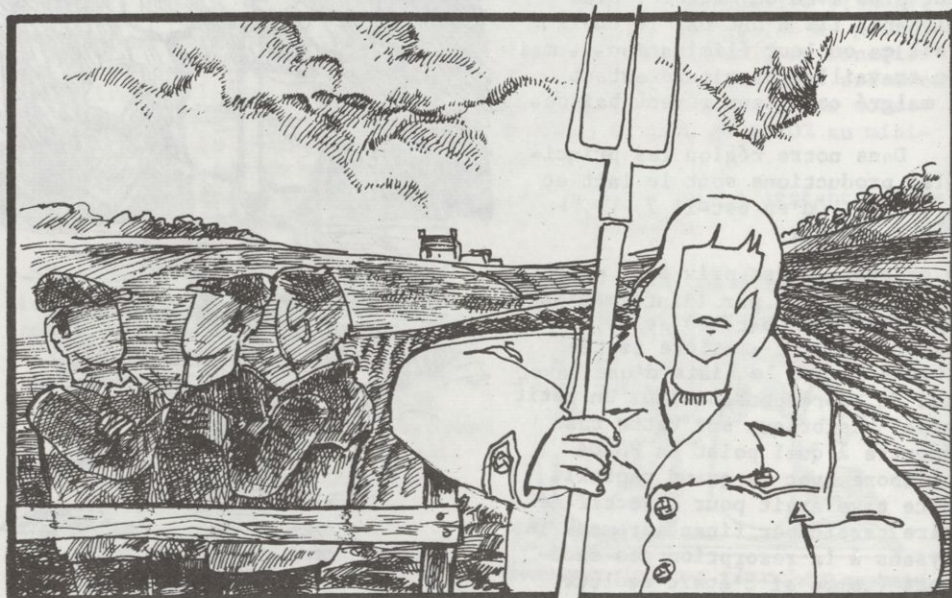
Jeanine (GAEC, 2 couples)

Chez nous, le GAEC est tout neuf, ça fait tout juste 15 jours. Mais je suis sur cette exploitation depuis 7 mois et je n'ai pas trouvé ma place tout de suite. Il y a un salaire par couple. Mais outre le travail sur l'exploitation il faut s'occuper aussi des enfants. C'est un problème commun à toutes les femmes quel que soit leur travail : je vais dans la ferme tôt le matin, puis je reviens préparer ma fille pour la mettre dans le car scolaire avant de retourner aux bêtes.

Bernadette. Oui, les enfants c'est un gros problème. J'attends un bébé pour la fin juin, et je ne vais pas être là pour les gros travaux. Alors, nous sommes à la recherche de quelqu'un pour me remplacer et je me dis "quand même, j'ai donc une petite place..".

Camille (GAEC, 3 couples, un célibataire)

Au début j'ai travaillé sur l'exploitation, puis j'ai considéré qu'avec 3 enfants, j'avais un gros plein temps. Par



rapport au fric, je ne me suis jamais sentie dépendante. Maintenant, les enfants ont grandi et je voudrais bien retravailler un peu sur le GAEC, mais que faire ? Je ne veux pas prendre seule la responsabilité d'une production. Souvent il me semble que la femme a plus d'aptitude pour s'occuper de la maison et des enfants : ce n'est pas forcément un problème pour toutes les femmes. Quand une femme pose le problème d'un travail salarié sur la ferme, ça implique que le GAEC investisse et cela pose problème car on sait bien que les femmes sont plus vulnérables que les hommes dans la mesure où elles font les enfants et les élèvent. C'est le problème de Bernadette en ce moment !

Sylvette : Je ne suis pas d'accord. Sous prétexte qu'on est soi-disant faites pour faire les enfants, on limite notre place dans l'exploitation. Si on était salariées en usine, on aurait les congés maternité et on nous remplacerait bien.

C'est donc aux autres membres de l'exploitation de s'organiser pour que le non travail de la femme indisponible un moment soit pris en charge. Je ne veux pas croire que la maternité ou l'élevage des enfants soient un handicap à une participation reconnue - et il faut que les problèmes liés aux enfants soient pris en charge aussi par les hommes.

Jeanine. Mon mari serait prêt à prendre les enfants en charge ! on imagine une sorte de mi-temps pour lui à la maison, le reste pour travailler sur la ferme ; et la même chose pour moi. Il est prêt mais je crois qu'il se heurterait aux autres membres du GAEC pas encore décidés à changer leurs manières de travailler parce qu'une femme du GAEC les remet en cause. D'autre part, si je me mettais à travailler sur l'exploitation, je me heurterais à ma manque de compétence. Pour les femmes, la période est difficile ; moi je pense qu'il faut sauvegarder le travail des hommes, ne croyez vous pas ?

Sylvette. Certainement pas ! Je pense quant à moi que le statut que j'ai est fragile ; Il faut le défendre.

FORMATION

Claudine. Célibataire. J'ai voulu entrer dans un



Centre Technique Agricole de garçons de Montaigu. Le Directeur est venu me voir pour me dire qu'il allait ouvrir une section "fille". Il m'a présenté son programme : il y avait des tas de cases vides par rapport au programme garçon : "C'est pour l'économie familiale, c'est à dire pour les filles". J'ai réagi en exigeant la même formation que les garçons et de demandais pourquoi les garçons n'avaient pas aussi une formation à l'économie familiale. On ne s'est pas entendu là-dessus : "vous n'êtes pas obligée d'entrer dans mon Centre. Je me suis présentée quand même. On nous a fait passer des tests techniques, les mêmes pour tout le monde, alors que les filles n'avaient aucune expérience, les garçons, eux, étaient déjà sur une exploitation comme aides-familiaux. Résultat évidemment lamentables. J'ai donc été recalée à Montaigu. Je suis allée dans un autre centre de filles à Dijon. Là encore il me fallait choisir entre 2 options : économie familiale ou option agricole sachant que

j'avais plus de risques d'échecs. Les filles qui suivaient économie familiale voulaient être Monitrice en Maison Familiale. Il n'y avait bien sur aucun garçon dans cette section ! Par contre pour l'atelier bois les places pour les filles étaient limitées : une !

Y A-T-IL

UNE LOGIQUE ?

Lorsque des femmes tentent de définir leur place dans la production, elles se heurtent en permanence à trois difficultés :

- le manque de formation et de compétence quand elles en viennent à revendiquer une place à elles sur l'exploitation GAEC ou pas. Ce manque a tendance à la cantonner dans des rôles maternels ou domestiques ou comme force d'appoint.

- la ségrégation dans la formation, puisqu'elle prévoit obligatoirement une part prépondérante d'économie dite familiale au détriment d'une formation plus technique.

- la mentalité ambiante imprégnant le milieu y compris les membres masculins des GAEC et des syndicats agricoles qui justifie le tout et renvoie les femmes à leurs limites "naturelles" fragilité physique - grossesse - élevage des enfants.

Propos recueillis
par R.F.



TRES CHERS DOCTEURS

La politique du pouvoir en matière de santé s'applique dans l'indifférence quasi-totale et fait faire un recul de plus de 35 ans aux acquis de la Sécurité Sociale (APL 92)

Les cris d'alarme gouvernementaux et patronaux sur le déficit de la sécurité sociale préparent l'opinion à accepter une diminution de ses services. Alors que, malgré les dettes patronales, il reste en 1979 un bénéfice de caisse.

Le but du patronat est double : alléger la masse salariale des entreprises et "étouffer la solidarité nationale" représentée par la S.S

qui constitue un pouvoir économique que le patronat ne contrôle pas.

Il y a longtemps que le C.N.P.F. a programmé les attaques actuelles. Son plan était déjà écrit dans la Revue du patronat français de Juin 1965 : "Augmenter la cotisation effective de l'assuré, sa participation directe aux frais, déplacer une partie de la couverture du secteur d'assurance obligatoire au secteur de prévoyance libre" (P.29). Dès 65, DE GAULLE donne au Patronat les moyens de son projet par les ordonnances de 67 en lui offrant la majorité des sièges au Conseil d'Administration de la S.S aux dépens des salariés (APL 92).

LA SÉCU. RACKETTÉE

La profession médicale se paye (grassement) sur un budget de la S.S. qu'ils contribuent à faire croître, tout en ayant un rôle électoral important en faveur des copains patrons. Le C.N.P.F. veut donc ménager les médecins à conditions qu'ils choisissent leur camp : "aussi serions-nous les premiers à appuyer les réformes tendant à procurer aux médecins une rémunération plus substantielle, si celle-ci avait pour contrepartie l'obligation pour eux de prendre mieux conscience de leur responsabilité économique" (p.43).

Pour cela la S.S. crée les "profits médicaux" statistiques qui établissent pour chaque médecin, le coût moyen par assuré (client) :

- les prescriptions médicamenteuses
- des actes médicaux (consultations, visites etc...),
- des prestations en indemnité journalières notamment,
- des hospitalisations.

Au dessus de la "norme moyenne", le médecin est présumé coupable de non rentabilité et risque des sanctions telles que le déconventionnement, c'est à dire que ses clients ne seront plus remboursés par la Sécurité Sociale (le Dr Lebigue a été déconventionné pour avoir donné trop d'arrêts de travail en 1979). Ce type de contrôle ne prend pas du tout en compte évidemment la qualité des soins. L'expérience de quelques années montrent que les médecins, pourtant Libéraux avec un grand L, s'auto-limitent spontanément surtout pour les arrêts de travail.

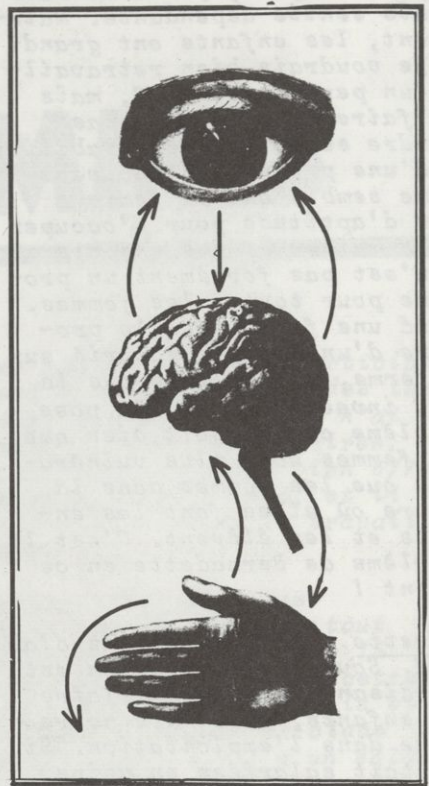
Croissance exponentielle ?

L'accroissement du nombre de médecins sur le marché médical provoque une inflation d'actes médicaux de façon désordonnée, non cohérente,

sans amélioration par rapport de la qualité des soins : multiplication des spécialistes qui ne font rien de plus que ce que devrait faire le généraliste (gynécologues, pédiatres etc...); généralisation d'actes abusifs (frottis du col utérin chez la femme avant 25 ans, vaccination contre la grippe etc...); développement de spécialités parallèles (Homéopathie, acupuncture) sans aucune évaluation des besoins alors que la demande est souvent due au départ à une incompétence relationnelle de la médecine traditionnelle.

Certains médecins sont prêts à faire n'importe quoi pour gagner du fric. C'est vrai pour certains médecins du travail et certains médecins conseil de la S.S. Ce corps de médecins conseils voit sa promotion et son avancement soumis à sa rentabilité économique.

Bref de nombreux médecins sont prêts à ramper et oublient avec une facilité déontologiquement douteuse les intérêts de ceux dont ils sont appelés à préserver la santé.



Négociations conventionnelles.

C'est dans ce climat que se décide en ce mois de mars l'avenir de la sécurité sociale entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux, (C.S.M.F. et F.M.F. ; le S.M.G. est exclu), en l'absence d'une représentation correcte du salarié. Les médecins vont sans doute garder tous les avantages que la S.S. leur offre en se pliant à la discipline économique du patronat et vont garder la possibilité de développer un secteur libre "de luxe" sans contrainte financière. Spécialistes agréés pour des "dépassements d'honoraires". D'un côté ils continueront à racketter la Sécu, de l'autre ils rackettent directement les clients en plus. Après un mois d'essai en Loire Atlantique où les malades n'ont pas réagi à cette agression de "leurs docteurs", les médecins de la C.S.M.F. ont décidé d'augmenter leurs tarifs de plus de 10% à compter du 15 mars sans que les usagers ne puissent être remboursés de ce supplément, ceci fait une augmentation de 30% du ticket modérateur pour les usagers... c' est une anticipation à la politique du patronat.

Mobilisation : Néant.

En 1967 et 1968, le P.C. et la C.G.T. s'étaient élevés énergiquement contre les ordonnances de 1967 et ils avaient raison. Pourquoi les syndicats CFDT et CGT ont-ils négligé de faire abolir ces mêmes ordonnances alors qu'ils étaient en position de force aux accords de Grenelle en mai 1968?

En 1976 a été créé le "comité des 25 organisations pour la défense de la sécurité sociale" avec le PC, le PS, la CGT, la CFDT, la FEN etc... mais sans obtention d'une sensibilisation efficace. Une plate-forme de propositions pour

la négociation conventionnelle a été élaborée par la CGT, la FEN, l'UCMS (Union Confédérale des Médecins Salariés) et le SMG (Syndicat de la Médecine Générale) et a été présentée à la presse le 15 octobre 1979. Elle propose une nouvelle coordination des soins, leur gratuité et un contrôle portant sur la qualité des soins. L'impact sur les mass-média a été très faible, et les syndicats semblent hésiter à mobiliser sur ce thème dans la déconfiture actuelle.. Alors on laisse faire ?

Que faire ? Quelque chose

Les moyens traditionnels d'opposition étant inopérants, il semble

pourtant indispensable de promouvoir la défense de l'esprit de la S.S. et de rompre cette passivité populaire face à son démantèlement. C'est donc cet esprit que quelques camarades du SMG et d'autres proposent de réunir toutes les bonnes volontés convaincues (ou presque) pour réfléchir à ce qui se passe et tenter de trouver des moyens d'actions sur les médecins, la sécu, les mass média.

Pour cela nous appelons à une réunion au local de l'APL 26 bis Bd Robert Schuman.

Le vendredi 21 mars à 20H30.

J. Paul D. Gérard L.



KINÉ: DÉMOCRATIE?

St Sébastien/Loire : une école de Kiné bien implantée et qui par des moyens plus ou moins autoritaires voudrait bien garder l'autonomie qu'elle se donne en tant qu'école privée. 3 ans d'étude et 5000 Frs d'inscription par an. Ensuite on n'a plus qu'à fermer sa gueule. On n'a pas choisi cette école, elle nous est imposée par l'académie à laquelle on appartient : donc pas le choix entre école publique et école privée, ce qui donne le champ libre aux dirigeants de cette école

Première question : Où va cet argent sachant que nous sommes 100 par promotion, plus deux années de pédicure. L'école étant sous la loi de 1901, à but non lucratif, pourquoi Mr le directeur s'oppose-t-il à nous donner les détails des frais de scolarité ? Seul sont connus des "menus frais supplémentaires" : abonnement obligatoire à une revue trop spécialisée pour les 1ère années, une licence sportive, car le sport est obligatoire ! Et enfin frais de bibliothèque d'élèves !

2ème question : l'organisation ayant pour règle d'or la discipline, réduit à néant nos libertés légitimes. Sommes-nous en enseignement supérieur ? Dès le début, on nous attribue une place dans la salle que nous garderons toute l'année. Soit disant pour que les profs nous connaissent vite et mieux. Non, nous ne sommes pas dupes, c'est pour mieux voir qui n'est pas là, à tel cours et surtout pour faciliter l'appel (car il y a encore des appels, surtout dans les cours inintéressants). C'est presque la "revue" pour employer un terme plus près de la réalité. Il ne faut pas nous prendre pour des imbéciles on ne paye pas 5000 Frs pour sécher les 3/4 des cours. Seulement voilà, l'école voudrait bien avoir 100% de réussite au D.E. pour relever sa

cote nationale. Quant à la surveillance, parlons-en, tout le monde s'y met (les secrétaires, le jardinier) pour détecter le moindre mot de contestation, la moindre voiture mal garée sur le parking (au début de l'année, obligation de donner son numéro d'immatriculation de sa voiture ou mobylette), la moindre personne sortant par une porte non autorisée... et on en passe !!!



3ème question : le sport. Celui-ci est obligatoire et même primé (c'est pas pour rien que les coupes s'entassent dans le bureau de la secrétaire !). Mais, en cas de blessures ou autre chose, il faut obligatoirement aller se faire un certificat chez un toubib précis et privé. Bien sûr, à nos frais de consultation ! A lui le frig sans lever le petit doigt. Plus grave, il se permet même de téléphoner à l'école, pour donner le nom d'une fille à qui il n'a pas voulu donner de certificat. Et d'une cette fille peut-être sûre que ça lui retombera dessus, de de deux, le secret professionnel n'est pas respecté, alors que dans de nombreux cours, les profs ont insisté sur ce secret. Et de trois, on n'a pas à nous imposer ce toubib ; on a toujours le libre choix. Mais pour reparler du sport, la participation aux championnats est obligatoire en plus des heures de gym internes à l'école. On ne remet

pas en question l'importance légitime donnée au sport dans le cadre des études de Kiné, mais l'esprit de compétition poussé à l'extrême.

A propos des stages : pour qui sont les frais d'essence quand il faut aller dans les hopitaux éloignés de Nantes ? (jusqu'à 25 km).

L'été, nous avons 1 mois 1/2 de stages obligatoires sur Nantes, bien sûr !! Ceux qui comptent travailler pour gagner un peu de fric sont foutus. Les stages chevauchent sur Juillet-Août. Dans d'autres écoles, soient ceux-ci sont rémunérés, soient ils sont placés à des périodes plus pratiques. De plus, ces stages sont un moyen bien pratique de sanction : vous n'êtes pas allé au sport ? 4 jours de stages en plus ; plusieurs absences : tant de jours ; et pour des conneries comme ça, certains se sont vus supprimer intégralement leurs vacances. Quel est le but du stage ? Un moyen de formation ou de répression...

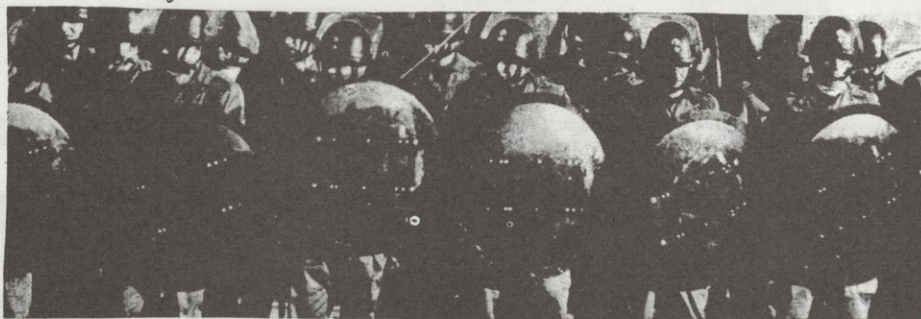
En outre, l'école a d'excellents moyens pour entretenir un climat de crainte qui nous oblige à nous la fermer : une note de gueule sanctionnant le comportement de l'étudiant pendant l'année, cette note représentant 1/5 de la note finale à l'examen de fin d'année.

Les délégués ? Hypocrisie pure de la part de l'administration qui ne s'en sert que comme bouc émissaire. En fait, les délégués n'ayant aucune influence, il y a 2 ans une

tentative de boycott a été faite pour l'ensemble d'une promotion. Petit à petit, sous les menaces (du simple avertissement au renvoi, en passant par les jours de vacances supprimés, par des stages en plus) les étudiants ont laissé tomber. Ceux qui avaient organisé le boycott n'ont pas la peine d'en parler...

On sait aussi que cette école n'est pas unique dans son genre. Allez voir à l'école d'infirmières ou de sage-femmes. Mais on ne veut plus se taire. Ras le bol des inégalités. On nous a toujours dit qu'on était en pays libre, et qu'on avait droit à la parole. On ne signe pas, devinez pourquoi ?... Des élèves.

j'en ai rarement vu défiler autant... les queues
de papier mâché, les grosses têtes, ça m'énerve
vite... ça me fout en pétard...
ils m'ont pas croie que c'est d'utilité
publique tout ce carnaval... en tout cas,
s'il y'a un cocktail...



• Les reines sans leur char.



marcel dimanche

qu'est ce qu'on fait-y ?

identité à la carte

J'avais une folle envie de vous écrire, j'ai souvent l'occasion d'acheter APL et, je ne sais pas, quelque chose me dit que j'ai vachement confiance en vous et c'est pour cela que j'écris.

Voilà, en fait je veux rester anonyme parce qu'en fait, un Mec qui écrit comme ça, a peur eh oui, cela devient courant, mais la répression à la fin mène automatiquement à la parano, triste vie...

Je me présente, je suis immigré, né à Nantes de parents divorcés Nord-Africain, qui tôt ou tard par un seul écart à la conformité de ce monde, risque comme plusieurs autres l'expulsion, mais je suis heureux à penser que tout le monde ne tombe pas dans les rouages du citoyen-consommateur-travailleur exploité... je suis actuellement en demande de nationalité française et ce depuis 1 1/2 an, je devais avoir ma carte d'identité fin janvier, mais l'administration, tout le monde connaît, j'aurais voulu révéler parmi les lecteurs d'APL dans quelle situation flippante moi et d'autres bien sûr nous trouvons.

Quelques petites précisions au lecteur, pour dénoncer les démarches que j'ai pu faire. Pour ton dossier, tu réunis toute ta vie, on l'épluche car rément, les flics là-dedans ne sont pas con, ils dévient à

peu près tout, c'est à croire s'il n'y a pas chez les petits copains des indics, bref! Quand tu as bien sué (parce que ces genres de démarches est fait pour décourager les gens qui s'y aventurent), c'est un fait exprès, mais cela ne m'a pas arrêté. Ensuite quand tout les papelars sont réunis, tu les dépose à la Préfecture et après on te convoque au Tribunal, et on te remet un papier comme quoi tu es en demande, remarques, cela ne sert pas à grand chose. Ensuite (normalement) ton dossier passe pratiquement à tous les Ministères, et chacun dit son avis, et, je crois que le dossier est envoyé au Pays d'origine des parents, et rebelote là-bas. Bref, on te convoque chez les flics, on te file ta carte d'identité française à l'essai pendant un an, et, de là, si ce n'est déjà fait, on enquête discrètes: si tu bosses, si tu t'entend bien avec ta femme, tes opinions politiques (sincèrement, j'en ai pas), les fréquentations, bref! c'est une position vachement angoissante. A la moindre faille, tu tombes dans le piège et hop, l'expulsion. Beaucoup de gens que j'ai cotoyés pensent que quand tu nait en France, t'es automatiquement français, c'est faux, c'est trop facile, cela a peut être existé mais cela ne se fait plus.(..)

bien amicalement
BEN



COLLECTIF IMMIGRATION

Le Collectif Immigration, créé il y a 9 mois se félicite de la mobilisation réalisée ces derniers temps contre les expulsions de travailleurs et d'étudiants étrangers. Le collectif fait savoir qu'il est en mesure de mettre les travailleurs et étudiants menacés d'expulsion en contact avec des groupes d'avocats et de juristes, susceptibles de leur apporter les conseils juridiques indispensables. De plus, pour assurer cette défense, le collectif ouvre un fond de solidarité. De fond doit servir au financement des frais de défense et à d'autres initiatives pour soutenir les expulsés et leurs familles. Toutes les personnes opposées aux lois racistes Bonnet-Stolérou peuvent envoyer leur soutien financier au Collectif immigration, 1 rue Léon Say 44 Nantes, en libellant leur chèque à l'ordre de l'A.D.I.P.

MAREE NOIRE AU CRDP

... "Amoco-Cadiz", "Tanio" et ça continue !
Le budget publicitaire des sociétés pétrolières semble bien se porter pendant que les victimes des marées noires cherchent toujours à se faire indemniser et courent après les vrais responsables.
Qu'on en juge : la campagne que s'appête à orchestrer la société TOTAL auprès des enseignants et des élèves dans le cadre des activités dites "pédagogiques" du centre régional de documentation pédagogique de Nantes.
Exposition au CRDP pendant trois semaines (du 17 mars au 3 avril).



journee d'information auprès des enseignants le 26 mars avec à 13H : déjeuner offert par le groupe TOTAL à 30 enseignants et présidé par Mr le Recteur... puis séance plénière à partir de 14H45 ouverte à tous les publics, cloturé par un cocktail offert par la société !...

On sait quel souci d'objectivité (!) ont bien voulu manifester les précédentes conférences et expositions didactiques proposées par le GRDP (EDF société pétrolières..) L'an passé la mobilisation d'un nombre important d'enseignants à sans doute fait annuler une expo de la Société SHELL, et à quelque peu perturbé une conférence maquillée par EDF sur l'Energie.
Le CRDP remet ça ! Alors soyons donc très nombreux ("tous public!") le MERCREDI 26 MARS à 14H45 au CRDP route de la Jonelière pour dire à tous ces gens ce qu'on pense d'une telle propagande dans un édifice public !... Une réunion de préparation est proposé le LUNDI 24 MARS à 20H30 à l'APL 26 bis Bd R. Schuman tél : 76.26.33.
Qu'on se le dise !!

Communiqué rédigé par quelques "membres" du C.E.A.-N.M.N. (Comité Enseignant Anti-Nucléaire et Marées Noires).

NOUVELLES BRÈVES

EDF en PHARMACIE

"et hop PLOGOFF plus haut que MALVILLE!"

Plogoff plus haut que Malville!

50000 manifestants au cap Sizun (tickets vendus)

50000 citoyens patiemment mais sûrement mobilisés. La preuve est là: c'est bien une population toute entière qui refuse l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Aujourd'hui, il y a 50000 personnes derrière une population locale qui s'est battue tous les jours pendant 6 semaines.

Déjà en fin de semaine dernière les médecins du Cap, les anciens combattants (I4-I8, 39-45, anciens d'Algérie) les élus bretons, se sont retrouvés au corps à corps devant les mairies annexes.

Sans omettre les footballeurs du Cap puisque le W.E. dernier les 2500 entrées du tournoi de foot étaient à l'intention des détenus de la lutte de Plogoff.

Pour mention, on peut signaler dans la charrette d'élus la présence de conseillers de Couëron, St Nazaire, Le Pellerin-Cheix, Les municipalités d'Orvault et de Bouguenais ont voté des motions de soutien (contre les gardes mobiles et contre la centrale)

A Quimper lundi 17 mars, 6 "otages" passent au tribunal. Choucq Pourra à nouveau plaider.

De plus le parquet de Quimper a fait appel à minima pour Eugène Cocquet (lundi 17 mars en appel à Rennes) et Clet Ansquer (Mercredi 19 mars en Appel à Rennes)

Lorsque vous achèterez en pharmacie votre prochain tube d'aspirine, "le club pharmaceutique d'éducation pour la santé" vous offrira gracieusement une petite brochure abondamment illustrée. Vous saurez tout sur l'atome et aurez la joie d'apprendre que la radio-activité de la future centrale du Pellerin dégage 3 fois moins de radio-activité que votre téléviseur (Imrem), 50 fois moins que les étoiles et 70 fois moins qu'une photo radiologique de votre squelette. On vous parlera aussi des utilisations bienfaisantes des rayonnements en médecine et aussi en agriculture:

"L'irradiation des végétaux permet d'augmenter le rendement des récoltes"; de favoriser leur conservation en les stérilisant; de suivre l'évolution des engrais et des pesticides... " ...enfin la radioactivité sert à la production d'électricité...!"

En page 3 vous apprendrez aussi qu'une explosion atomique est impossible dans un réacteur... Seulement des incidents dont les conséquences sont limitées... les précautions de sécurité ayant déjà fait leur preuve. Pas un mot de la concentration de la radioactivité dans la chaîne alimentaire, ni sur les derniers accidents, Harrisburg, Tricastin, St Laurent des Eaux

Jusque là le monopole reconnu de l'EDF était la production du courant, pourquoi cette nouvelle main mise de l'edf en matière d'information sur la santé? en effet tous les documents de la brochure ou presque sont de source EDF.

L'AUTRE MI-CARÈME...

raciste:

avec cette aimable représentation de la femme africaine: velue, ventre de guenon et seins flasques. ENCORE BRAVO pour les facétieux carnavaliers!

mirlitaire:

avec ce char amoureusement confectionné à la Caserne MELLINET, et tout à la gloire du F.C.N. En fait de Coupe, les bidasses ont surtout bu la cigüe puisqu'ils ont été conspués et bombardés à plusieurs reprises par des groupes très mobiles de jeunes antimilitaristes.



PAYSANS DU MONDE

En organisant cette fête Paysans du Monde, les P.T ont rencontré un écho très encourageant auprès des participants contactés. Au point qu'il a fallu limiter sérieusement leurs interventions. En traitant des problèmes des paysans du 1/3 monde et des pays développés les P.T. ont conscience qu'il existe des points communs au niveau des mécanismes de pénétration des firmes agroalimentaires par exemple. Mais il y a aussi des contradictions et le débat sur le soja en donnera une illustration probante : la dépendance des paysans développés par rapport à cet aliment du bétail s'oppose-t-elle aux conditions de production des paysans du tiers monde? Par cette fête et ses débats les P.T. entendent se donner des éléments de compréhension des problèmes français et européens en élargissant la réflexion au niveau mondial. Les constats de départ de cette réflexion : la mondialisation des échanges tend à mettre en concurrence les agriculteurs européens et du tiers monde. Les manoeuvres des banques et des firmes multinationales qui soutiennent aujourd'hui au moyen d'investissements et des contrats de production de petites et moyennes exploitations agricoles (à la clé : un type de paysan plus maniable). Le passé colonialiste de la France facilite son implantation en Afrique où sous couvert d'aide au tiers monde, (avec ou sans appui militaire) les populations locales sont pressurées.

De 18 à 21H des expositions et des forums seront proposés au public sur la situation en Afrique, en Amérique Latine, l'immigration en France... etc... C'est vers 21H que commencera la partie spectacle qui devrait drainer un public très large vu la qualité des musiciens présentés.



paysans européens et du tiers monde en matière de soja ou de céréales.

Et c'est aux problèmes plus spécifiques des paysans français que s'attaquera M. Bernard LAMBERT en préambule à un exposé plus vaste que les stratégies impérialistes.

Prix des entrées : 25 F.

(1) Comités Nicaragua et France-Amérique latine, Centre Nantes tiers monde, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, Association pour la solidarité avec les paysans d'Amérique latine, accueil et formation des travailleurs immigrés, Libération Afrique, comité de lutte contre la répression en Tunisie.



Djamel ALLAM

Il chante en berbère et traduit pour les "francophones et les arabisants" ses textes parlent du maquis, de l'émigration, de l'oppression de la femme, des parents qui marient autoritairement leur fille de 13 ans etc. Un groupe très au point qui mêle la guitare, le luth, les darboukas et autres percussions. Une musique très moderne aux antipodes d'un folklore archaïque.

"Je ne tiens pas à être sur scène pour confirmer la vision de certains touristes qui voudraient que j'apparaisse avec 2 chameaux derrière moi, une flûte à la main, en chantant des mélodies".

La musique berbère : une identité très riche, spécifique par rapport au reste du maghreb ; elle se fait répétitive, rythmes lancinants qui s'accélèrent. Ruptures, multiplication de percussions avec une batterie additionnelle rythmes entremêlés le luth et ses splendeurs.

Higinio MENA

réfugié argentin chante son pays en des poèmes personnels et des textes sur les indiens Mapuches, Mocoobi et des tribus du sud de l'Amérique Latine (certains textes datent du XIIe siècle). Il chante aussi Pablo Neruda, tout en s'accompagnant à la guitare.

Le programme

Conférences et débats qui mèneront la première partie de la fête, de 15 h à 18 h se situent dans ces perspectives.

MSALLY N'DONGO, président de l'Union générale des travailleurs sénégalais, parlera de l'action des multinationales en Afrique, particulièrement en son pays mais aussi au Sahel.

M. HAIG, de la recherche agronomique, qui revient d'un séjour au pays de la faim se joindra au débat. Suivra un exposé sur les luttes paysannes en Argentine par M. GUILBARD, de l'association pour la solidarité avec les paysans d'Amérique latine.

Puis M. BERTRAND, un collègue de M. HAIG, parlera de l'arme alimentaire, de la dépendance des

SEMAINE

ar.falz 80

● 25 MARS J. MARKALE : la femme celte. Quelle était la place et le rôle de la femme dans les sociétés celtiques ? Auteur de nombreux ouvrages sur la civilisation celtique. J. Markale apportera un élément de réflexion dans le débat actuel sur le statut de la femme. (20H30 centre Jean Macé 90 rue Préfet Bonnefoy Nantes).

● 26 MARS : TERRE DE VIE ou TERRES A VENDRE ? Ce montage-diapos est un témoignage choc sur le Pays Bigouden pris comme exemple de l'évolution du littoral. Il a soulevé des discussions très vives sur place. Il sera présenté par ses auteurs, Andro et Canévet, géographes rennais et bigoudens. (20H30 Centre J. Macé).

● 27 MARS : PATRICK EWEN donnera un concert pour le soutien de la maternelle en breton DIWAN qui fonctionne au Sillon de Bretagne. Cet artiste folk chante en breton, français et anglais (ballades et aires écossaises). Fac de Droit 20H30.

● 28 MARS : ARMAND ROBIN. Alain Bourdon présentera son ami Armand Robin, breton (1912-1961), poète de la fraternité universelle,

et qui n'a jamais trahi ses origines populaires. (20H30 Centre J. Macé).

● 29 MARS : FEST NOS. Fest nos animé par des groupes locaux. Un concours de chants à danser est ouvert. Stands variés et expositions (21H salle de la Frébaudière, Bourg d'Orvault) (+1F Diwan).



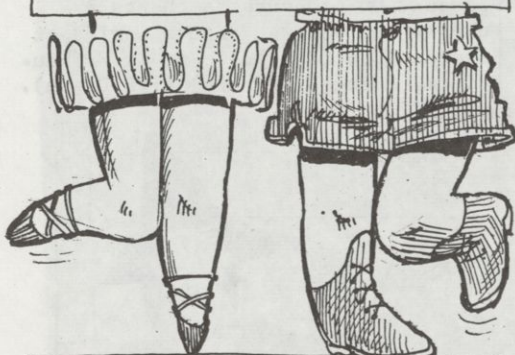
FAUT-IL BRULER L'OPERA ?

"La culture ? Il y a des maisons pour cela". Cette boutade suffirait presque à caractériser la politique culturelle de la municipalité nantaise. Ici les maisons sont des palais et engouffrent chaque année plus de 50% du budget culturel : 51,27% en 1979. Ces dinosaures culturels sont, par ordre de monstrosité, l'Opéra, le Conservatoire, l'orchestre Philharmonique, la maison de la culture. Quatre chiffres éloquentes : en 1980 l'opéra recevra 10 912 000 francs et les trois troupes de théâtre conventionnées se partageront 140 000 Frs. En 1979 l'opéra représentait 21,41% du budget, l'ensemble des subventions aux associations 2,04%, plus de dix fois moins. Triomphe de la culture-prestige, de la culture-consommation où la représentation importe plus que la création. Trois ans déjà et le bilan culturel de la gauche est dans le ton de l'époque, triste et gris.

Nantes culture 80

Il serait abusif d'affirmer que la conférence de presse de J. Cailleau et P. Tampreau respirait l'imagination. La présentation du budget culturel 1980 se signale par une remarquable continuité : maintien du pourcentage de la culture dans le budget global de la ville, maintien des grands postes où la bande des quatre se taille la part du lion. Sur un budget culturel de

CAYO ET TAMPRO LES 2 INNEFABLES DUETTISTES NOUS DECLARENT:



le budget culturel ? : tout dans le jeu de jambes!

plus de 5 milliards de centimes, l'opéra avale plus d'un milliard, le conservatoire 900 millions, l'orchestre philharmonique 360 millions. Avec le reste la municipalité entreprend deux grandes affaires : soutenir la création et développer la culture publique.

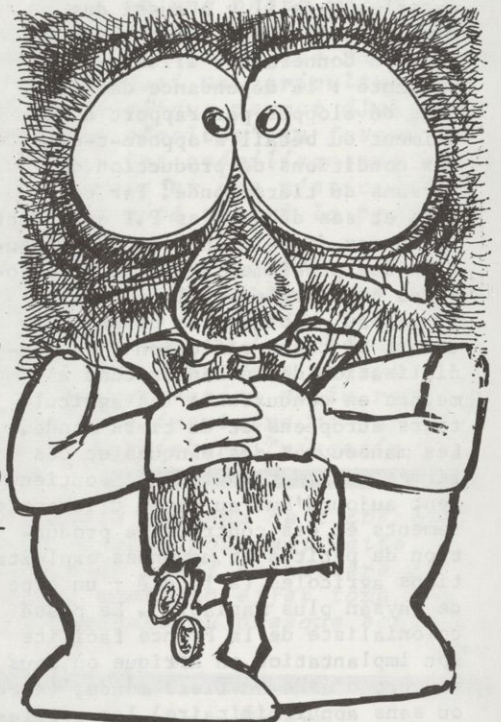
Dans le soutien à la création la municipalité englobe plusieurs réalisations. D'abord la rénovation et l'agrandissement de l'école des Beaux Arts pour 2 380 000 Frs. Ensuite la construction du centre culturel GRASCIN-LEKAIN dont l'ouverture est programmée pour 1981.

Remarquons que 1000 m2 seront attribués aux artistes de l'opéra (encore)

et que les locaux restants serviront de "lieu d'exposition, d'expression libre, un forum en prise directe avec les rues piétonnes". Projet baignant, à dire vrai, dans un vaste flou artistique. Enfin, troisième volet du soutien à la création : l'aide aux troupes de théâtre. Trois conventions ont été passées avec la compagnie des

Marionnettes (champ de Mars), le théâtre du Galion (salle du Jamet) et le théâtre de la Chamaille (salle du Ballet). Ces conventions engagent les troupes à une création annuelle et à une cinquantaine de "contacts avec le public". En contrepartie, elles reçoivent une subvention qui passe de 100 000 à 140.000 Francs. D'autre part la mairie s'est chargée de les installer dans leurs salles et de leur fournir la publicité par les panneaux Decaux. Six troupes non conventionnées.

- la Baraque, le Nombre d'Or, le théâtre Fou, la Petite Ortie, l'Entretiens et la Biduline-se partageront 70.000 F et disposeront de deux salles de répétitions: les Marsauderies et Bel Air. Enfin la salle Vasse sera réservée d'office, trois soirées par mois, aux troupes de théâtre avant de disposer de l'ancien cinéma Bretagne. On ne peut nier qu'il y ait un effort municipal. Pourtant rien n'est résolu. Si les troupes conventionnées ont la tête juste hors de l'eau, les autres traînent misère et l'aide municipale est notoirement insuffisante. Il arrive même que la mairie récupère une partie des subventions en empochant les amendes pour affichage illégal. En outre chacun sait que les conventions ne sont pas toujours respectées. La Compagnie des Marionnettes est



notamment accusée de rechigner à sortir du champ de Mars. Quels sont les critères de conventionnement, quelles sont les obligations des troupes ? Vaste discussion où s'entrechoquent liberté de l'artiste et contrôle collectif.

Le deuxième axe de la politique municipale est le développement de la lecture publique avec la construction d'une nouvelle bibliothèque centrale et l'implantation d'un réseau dans les maisons de quartier, les centres socio-culturels et l'achat d'un troisième bibliobus. Notons enfin que la municipalité consacrera 14 millions de francs aux activités socio-éducatives (équipements pour l'enfance, centres aérés, centre de bricolage). Alors de quoi se plaindre, la mairie ne fait-elle pas son possible?

comparaison

Pour avoir une vue plus nette, il faut prendre du recul et une étude comparative des budgets culturels de Nantes et Rennes, publiée par l'Union Démocratique Bretonne, peut nous y aider.

"Rennes aide, Nantes donne à voir", voilà les conclusions. Alors que Rennes pratique une diffusion des

Tableau 1	RENNES	77	78	79	NANTES	77	78	79
FORMATION	25,45%	25,61%	24,38%		25,00%	25,54%	29,30%	
Conservatoire Nat de Région	11,78	12,44	11,02		12,12	13,43	17,48	
Ecole Jes Beaux-Arts	12,07	11,75	12,02		9,02	9,47	9,90	
Unité Pédag.d'Architecture	1,10	0,98	0,97		3,04	2,40	1,04	
Autres Enseignements	0,50	0,44	0,37		0,82	0,24	0,89	
CONSERVATION	16,14%	16,02%	16,55%		19,99%	21,14%	21,85%	
Bibliothèques	8,07	8,38	8,63		7,09	7,63	8,51	
Musées	7,93	7,53	7,83		12,60	13,09	12,81	
Monuments Historiques	0,14	0,11	0,08		0,30	0,42	0,52	
REPRESENTATION	26,42%	24,05%	20,04%		38,74%	39,00%	33,79%	
Maison de la Culture	11,75	11,01	10,60		5,25	7,21	5,76	
Orchestre Philharmonique					7,10	6,57	6,62	
Opéra					26,39	25,22	21,41	
Théâtre	13,95	12,31	8,68					
Harmonie	0,74	0,73	0,76					
SOCIO-EDUCATIF	26,17%	27,29%	29,05%		11,34%	9,36%	9,54%	
AIDES ET MOYENS	3,18%	3,23%	5,24%		2,68%	3,87%	3,41%	
SUBVENTIONS	2,64%	3,80%	4,74%		2,25%	1,09%	2,04%	
TOTAL ...	100 %	100 %	100%		100 %	100 %	100 %	



Et certes les élus ont raison de signaler le désengagement financier de l'Etat et peuvent affirmer que "sans les municipalités, il n'y aurait plus de vie culturelle en France". Mais la gauche doit-elle se contenter de remplacer l'Etat ? La culture peut être un outil d'émancipation à condition que soient favorisées les initiatives spontanées, les libres associations, la création en tous domaines. L'UDB parle de "l'organisation d'un monde du foisonnement de l'expression et de la possibilité des différences". A Nantes, pour l'essentiel, la gauche se contente de répéter mécaniquement les rites d'une culture morte ■

G.D.

PS : l'APL se propose, avec toutes les personnes intéressées, de débattre de la politique culturelle et d'interpeller la municipalité. Téléphoner ou écrire au journal.

aides, une pluralité d'interventions Nantes se contente de nourrir ses grosses machines prestigieuses. Ce ne sont pas là des impression les chiffres sont impitoyables.

(Tableau supra)

Le second tableau montre l'évolution des coûts significatifs supérieurs à 0,5% du budget soit 200.000 F à Rennes et 250.000 à Nantes. Au hit-parade de Nantes le conservatoire caracole loin devant l'antenne Information Jeunesse, la maison de la culture et les musées du château. Seul point positif : le développement des bibliothèques de quartiers. On note le mouvement exactement inverse à Rennes. (cf. ci-contre) Les chiffres n'expliquent certes pas tout. Ils ne tiennent pas compte en particulier des différences d'héritages : à Nantes des équipements de prestige, à Rennes peu de monstres. Mais les chiffres indiquent cependant des tendances, des choix politiques différents. Avec le projet de médiathèque, avec le centre régional d'audio visuel, avec le fantôme d'un petit Beaubourg à la Manufacture, les élus municipaux semblent vouloir persister dans les équipements lourds, l'esbrouffe. J. Cailleau, maire-adjoint à la culture, parle de décentralisation, de démocratisation. Peut-on démocratiser ou décentraliser l'opéra, le conservatoire, l'orchestre philharmonique ? Les outils semblent à la fois trop gros et trop centralisés pour qu'on y parvienne sauf à imposer fermement une volonté politique et à soumettre l'octroi de subventions au respect de certains engagements. L'UDB suggère l'utilisation de l'office des centres sociaux pour faire sortir les grosses machines de leur routine et un contrôle strict sur l'activité de la Maison de la Culture qui se contente d'être une agence de spectacles terne et poussive.

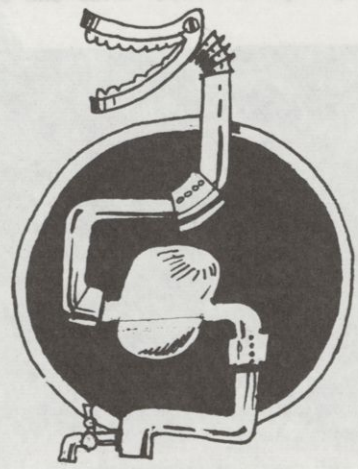
Faut-il brûler les livres et sortir dans la rue ? Quand j'ai contesté la part des monstres J. Cailleau m'a soupçonné d'être un incendiaire, un démolisseur, de traiter la culture à coups de mitraillettes". Et de se livrer à une défense et illustration de la culture dominante, des oeuvres du passé

dont l'accès doit être ouvert à tous. Intention louable dans la tradition du "Eduquons les masses".

) EVOLUTIONS DES COÛTS à Rennes		et à Nantes.	
Action socio-éducative:	+2,32 %	Conservatoire	: +5,36 %
Developpement culturel:	+1,70 %	Bibli.(quartiers)	: +0,97 %
Subventions/associations:	+1,37 %	Antenne Inf.Jeun.	: +0,61 %
Animation générale	: +0,73 %	Maison de la Cult.	: +0,51 %
Centres Sociaux	: +0,56 %	Musées du Chateau	: +0,51 %
Bibliothèque	: +0,50 %		
Musée des Beaux-Arts	: -0,53 %	Orchestre Philh.	: -0,48 %
Conservatoire	: -0,76 %	Ecole des Beaux-A	: -0,87 %
Maison de la Cult.	: -1,15 %	Unité Pédag.d'Archi:	-2,00 %
Théâtre	: -5,25 %	Maisons de Quartiers:	-2,01 %
		Opéra	: -4,98 %

(Tableau 2)

BEN MON COLON !



Attention danger ! Alain le Boulaire se moque... Il se moque de l'éducateur et du Psy. Il se moque peut-être de lui-même. Avec Gérard Guillet qui est poète, et aussi éducateur, le comédien de la Biduline, un ancien plombier-zingueur lui-même a écrit une histoire qu'il raconte seul.

Plombier, puis éducateur, puis psychiatre... est-il si facile de parler au peuple, d'échapper à des règles de langage ou de hiérarchie ? Une pièce intelligente, pleine d'humour et d'ironie. "J'ai une poche d'air dans le gros colon," c'est pas du vent... mais ça fait quand même respirer. Alain Le Boulaire sera au centre socio-culturel de la Crémeterie 44 rue de la Blanche, à St Herblain, le vendredi 21 mars à 20H30. RESERVATION : 46.76.46

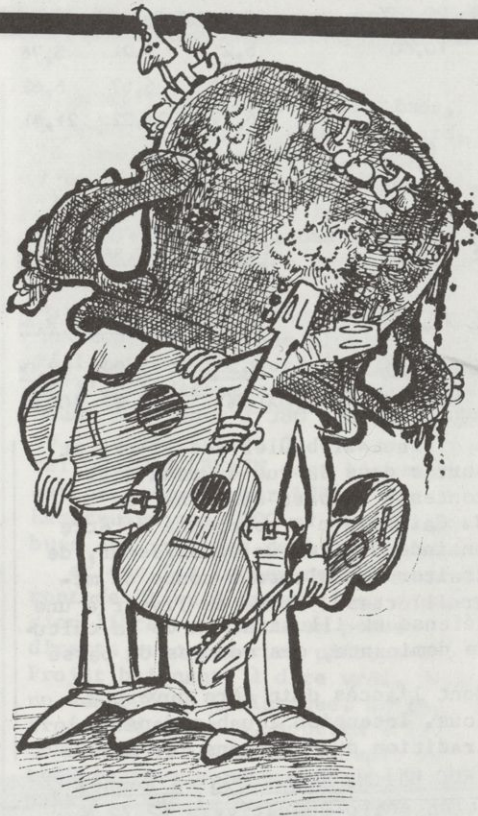
MEDLEY

pot pourri pour 36 cordes

Trois guitares, trois barbes, soixante doigts, c'est le matériel de base du groupe MEDLEY. 3 guitaristes nantais, une formule originale pour une musique intimiste uniquement instrumentale. Medley, un nom anglais (= pot-pourri) pour un cocktail américano-brésilien : samba, bossa, ragtime et blues.

● Pour ce concert, salle Vasse, le ragtime sert d'entrée en matière, quelques notes alertes qui s'arrêtent aussitôt. Sur trois guitares, deux qu'on n'entend pas, ça fait beaucoup. Sabotage odieux du à une guitare pas branchée (hi hi !) et à la sono indomptable. L'incident clos, le rag reprend sautillant de netteté puis cède la place à une bossa nova. Reflets verts dans les pieds de micro. Jean Paul demande quelques instants pour s'accorder. Sans pince ni rire, il feint de s'excuser : "Si vous trouvez ça trop long, c'est même pas la peine de le dire, parce que ça changera rien..." Ils entament à deux guitares un blues lent épais et guilletter à la fois, le genre de truc qui imprime un balancement, imperceptible dans les jambes, les doigts ou la tête. Dzoïng, glissement des doigts sur les cordes de métal. Le rythme s'épaissit ; départ sur un boogie dense comme l'air du delta du Mississipi, puis reprise du même thème en plus lent, obsédant, moite. Encore un petit problème de sono, les basses qui saturent et comme un petit mot pour s'excuser : "C'est vrai c'est pas facile.. euh... les basses". Un air classique frais comme une volée de duvet, moi que voulez vous la musique m'émeut et me rend poète. Avec un côté faussement désabusé Jean Paul fait les annonces avant les morceaux : "on va vous jouer "Ain't Mishbehavin" qu'on a un peu modifié.. en fait ça n'a rien à voir avec l'original alors...". Phrase en suspens, intonation de voix qui laisse supposer d'autres explications, mais non, l'air détaché, il réaccorde sa guitare. Accord ouvert pour jouer en harmoniques, perles de rosée ou gouttes de cristal, biffer la mention inutile. En fermant les yeux on retrouverait les ritournelles de notre enfance, son cristallin, métallique dans ces petites boîtes rondes, toile peinte et musique à manivelle. Un ragtime de nouveau, délicat, précis et carré. Sur le rythme si particulier, musique pour piano adapté à la guitare.

Une présentation singeant le pedago pour laisser le temps de s'accorder "la chaleur, voyez-vous, agit sur les cordes. Ça se tend, ça se détend (tout comme les rails de chemin de fer), ça se désaccorde ça ne s'accorde jamais... c'est pour ça qu'on est là". Après le blues, un morceau à la structure



plus libre : sur une ligne de basse ornementation à deux guitares dans les aigus. Jeu de basses subtil, presque aérien. Ils poursuivent sur un morceau un peu jazz, plein de swing.

Leur deux dernières apparitions sur Nantes aux Petits Saints et avec la Grabotte pour ce "concert d'hiver" les ont montrés ainsi, éclectique, peut-être plus à l'aise dans le ragtime et le blues que dans les morceaux brésiliens, question de feeling peut-être. Mais ils reconnaissent aussi que la qualité de la sono est primordiale pour la musique qu'il font. "Sans une bonne

sono ça ne marche pas. Dans ces concerts les flottement dus aux problèmes de sono font qu'on n'a jamais été reçu comme il faudrait". Dominique parle aussi d'une tournée possible en Allemagne pour acheter une sono et ramasser de la monnaie forte, du Deutschmark plein la besace ; "si on n'arrive pas à avoir des contrats dans des salles, on fera la manche. Actuellement on vit avec des boulots de pion et des cours de guitare. On démarché nous même pour trouver des contrats et on refuse les tournées proposées par des gens qui prennent un pourcentage. Alors on rayonne autour de Nantes environ 2 jours par semaine, en ce moment J. Paul est parti faire toute la Bretagne proposer notre documentation, faire écouter des cassettes, conclure des contrats. Pour ce qui est d'organiser soi-même des concerts, faut être sûr de son coup et pas rater la publicité. En plus un concert qui merde, une salle vide ou un son dégueulasse, ça fait une contre-publicité désastreuse".

Medley joue dans des cabarets, des maisons de jeunes, des salles de cinéma de quartier qui ne tournent pas tout le temps. Ils préfèrent être payés au cachet qu'au pourcentage sur les entrées, histoire de pas passer la soirée à contrôler les guichets. Un répertoire eclectique? C'est dû pour une part aux formations différentes de ces trois guitaristes : 3 ans de conservatoire classique et incursions dans le jazz pour Jean Pierre, classique et blues pour Jean Paul, quant à Dominique il a surtout joué du blues et du country américain. Leur répertoire s'est donc adapté à ces sensibilités différentes. La diversité des couleurs et des inspirations ayant aussi un rôle tonique aidant à faire passer sans lasser ce concert instrumental à trois guitares. Leur public est divers mais l'affiche (présentant une guitare) vise un style : "En faisant cette affiche on a essayé de correspondre à des gens qui ont déjà une approche de la guitare et du folk. Ils sont d'ailleurs souvent surpris qu'on joue peu de traditionnel : la guitare, pour eux, c'est Dadi et le picking. La samba et le ragtime, ils connaissent pas ou peu".

Nicolas.



VERSAILLES

Woyzek (Herzog) 20 H 22H15
Tombe les filles et tais-toi (Allen)
20H15
Lenny - 22H30

APOLLO

Dumbo (Disney) 13H45 - 17H05 -
20H25
Nom de code "Jaguar" Pintoff)
14H - 16H25 - 19H45 - 22H10
Le trou aux folles (Martinelli)
14H - 16H - 18H - 20H - 22H
Déportée section spéciale 13H45
15H55 - 18H05 - 22H15

GAUMONT

Kramer contre Kramer (Benton)
14H10 - 16H45 - 19H50 - 22H30
L'avare (Girault) 14H10 - 16H45
20H - 22H30
1941 (Spielberg) 14H05 - 16H45
19H50 - 22H30
L'empreinte des géants (R. Enrico)
14H - 16H45 - 19H45 - 22H30
Pipicacadodo (Ferrerri)
Prends l'oseille et tais toi (Al-
len) 13H45 - 16H - 20H15 - 22H30

CONCORDE

Loulou (Pabst) 20H
Quo Vadis - 16H45
Le petit juge (Au nom du peuple
italien) D. Risi 20H - 22H15
Claude François - Tout ce que vous
avez toujours voulu... (W. Allen)
22H30
Fernar (Féret) 20H15
Il était une fois la révolution
(S. Léone) 22H15

KATORZA

Les seigneurs (D. Kaufman)
Les turlupins (B. Revon)
Elle (Edwards)
La cuisse de Jupiter
14H30 - 20H - 22H30

COLISEE

L'avare -(Girault)
1941 (Spielsberg)
Les Borsalini (M. Nerval)
14H30 - 20H - 22H15

CINEMERCREDI

19 Mars

- Le magicien d'Oz (Fleming) 14H30
- Nous avons gagné ce soir (Nise)
17H

26 mars

- Laissez-nous jouer (Grabtcheva)
14H30
- Diabolo menthe (Kurys) 17H

CINEMA

19

LOULOU

1928. (Lulu). Allemand (1h44). Réal.:
W.G. Pabst; avec Louise Brooks, Fritz
Korner.

LULU, la femme fatale au regard enfantin, prit chair au cinéma dans un film de PABST (1928). LULU n'exista vraiment que lorsque les spectateurs virent Louise BROOKS, l'actrice américaine éclatante, sa peau blanche et son dos lumineux, ses mèches de lune lui mangeant le visage et mourant avec notre désir.



CINEMA hongrois

- Mercredi 19 mars à 14H30 - cinéma Beaulieu à BOUGUENAI
GRIMACES de F. Kardos
REMOUS de I. Gal ; débat avec Ferenc KARDOS.
- Jeudi 20 Mars à 20H30 - cinéma St Paul Rezé 18 rue J. Douillard
SIX MILLES SOLEILS de F. KOSA
VOYAGE AVEC JACQUES de P. Gabor
Débat avec F. Kardos.
- Vendredi 21 mars à 20H30 - cinéma Beaulieu
FILM D'AMOUR de I. Szabo
ACCENT de F. Kardos
Débat avec F. Kardos.

- Samedi 22 mars à 14H30 - cinéma Beaulieu
JEUNESSE REVEUSE de F. Kardos
HORIZONS de P. Gabor
Débat avec F. Kardos, 20H30 cinéma Beaulieu
JOURS DE GLACES de A. Kovacs
CHARLOTTE CHERIE de P. Sandor
Débat avec F. Kardos
- Dimanche 23 mars à 14H30 cinéma Beaulieu
IL EST DANGEREUX DE SE PENCHER de J. Zsombolyai
CHUTE DE NEIGE de F. Kosa

SAINT BREVIN

Les droits de l'homme : "Z" (Costa Gavras) 21 h le mercredi 19 mars à la M.J.C. de Saint Brévin.

CINEMATHEQUE

Mercredi 19 mars : hommage à Carmelo Bene
Salomé - 20H15
Un Hamlet de moins - 22H15
Mardi 25 mars : Fritz Lang
Métropolis - 20H45 : 21ème siècle une gigantesque métropole est gouvernée par un super-trusteur qui vit avec les seigneurs dans le Yoshiwara, ses piscines, ses jardins suspendus, ses stades, ses lieux de plaisir. Dans la ville

du bas : des souterrains où travaillent les ouvriers, automates disciplinés, dirigés par une salustistes. Un savant fou fabrique une femme artificielle qui pousse les travailleurs à la révolte.
Diabolique docteur Mabuse (1960).

Mercredi 26 mars : Marcel L'Herbier
Le mystère de la chambre jaune (1930) 20H45 - Le parfum de la dame en noir (1931).

AGENDA

MERCREDI 19 :

du 19 au 25 mars : expo "Amnesty International" dans le cadre de la semaine des Droits de l'homme à la mjc maison pour tous de St Brévin.
21H : film "Z" MJC maison pour tous St Brévin.
20H30 : réunion "que faire pour la défense de la S.S" avec un membre du SMG à l'APL.
20H30 : conférence l'Evolution Economique et Sociale de la Bretagne par J.C Cassard local C.C.O. av des Verts-prés, Orvault.
21H : Nantes Carrefour de l'Europe. "Oeuvres de jeunesse et d'avant" par J. Olbrich et Quadflieg par le théâtre Universitaire de Kassel (en Allemand). Salle Coligny.
21H : Jean Luc Jauny chansons aux Petits Saints place st Vincent, Nantes.
20H30 : réunion bilan suite à la journée des femmes du 8 mars, centre social de la Bottière.

20H30 : soirée information sur l'Amérique Latine (film : "A l'ombre du Pouvoir") à Guemené Penfao.
20H30 : soirée débat sur les victimes du sud-est Asiatique à l'initiative d'Amnesty et du CCFD. Salle Municipale de Treillières.
20H30 : "J'ai une poche d'air dans le gros colon" par la Biduline au centre socio-culturel de la Cremetterie à St Herblain.
20H30 : Concert Folk avec la Grabotte au centre s. culturel de la BERNARDIERE à St Herblain. (garderie gratuite)



20H30 : meeting sur la répression au Maroc. org. par l'Union des Etudiants du Maroc. Cité Launay violette Nantes.
21H : "l'amour médecin" par le théâtre du Galion. Cinéma de Bouvron.
21H : Nobby Clarke, J. Luc Chevalier (jazz) aux Petits Saints, même chose le lendemain.
21H : débat avec "Amnesty" à la MJC de St Brévin.
21H : "Elle et Lui et l'Amant" par le théâtre quipe la Chamaille, salle des fêtes de Nozay.
21H : "A Boris qu'est Péril" théâtre de Verre. Salle Coligny.

SAMEDI 22 :

les 22 et 23 mars : (26 et 27 avril stage de jazz organisé par la MJC de St Herblain, la Bouvardière.
15H : "la chasse est finie" par le théâtre SOS Faune (spectacle de marionnettes) à la maison des jeunes de Nozay.

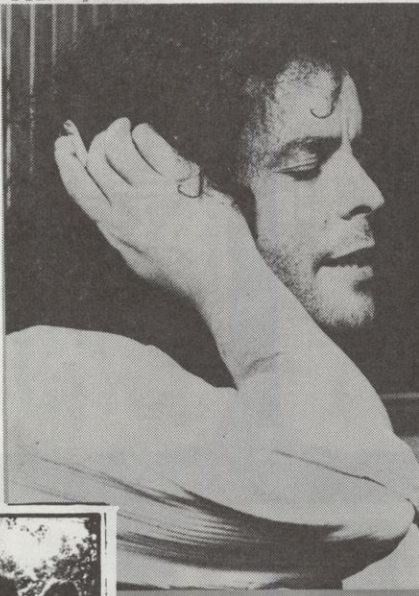
JEUDI 20 :

20H30 : meeting sur "le problème Palestinien" org. UGET, UGELF et UNEM dans le cadre de la journée de solidarité avec le peuple Palestinien. Cité Launay Violette.
21H : Nantes carrefour de l'Europe "Combats sur le Mont, sans soupe" J. Olbrich et Quadflieg par le théâtre universitaire de Kassel (en allemand) salle Coligny.
21H : Jean Luc Jauny chansons aux Petits Saints.
21H : "l'amour médecin" de Molière et Lully par le théâtre du Galion Ecole Toutes-Aides quartier Doulon.
21H : "Grosse Catastrophe" formation musicale de Free-Rock au FJT Beaulieu Bd. V. Gâche.

VENDREDI 21 :

20H30 : "médecins sécurité, mass-média" réunion débat à l'APL.
20H30 : Cycle Santé : "santé mentale ou psychiatrique" débat à la MJEP st Nazaire.

15H : "Paysans du Monde" fête des P.T. au champ de mars. débats, stands, chansons...



Djamel Allam

la grabotte

LUNDI 24 :

20H30 : réunion du comité enseignant anti-nucléaire et marées noires pour la venue de TOTAL au CRDP - à l'APL.
21H : Concert M. Raphade (soprano) M. Ermakastar (clarinette) F. Mailard (piano) aux Petits Saints.
21H : Nobby Clarke, J.L. Chevalier (jazz) aux Petits Saints.
21H : "Ecoutez la nouvelle" par les Baladins de la Vézée ancienne salle du cinéma Sion-les-Mines.
21H : Zouc à la maison du peuple de St Nazaire.
20H30 : Medley, guitare instrumentale théâtre quipe rue du Ballet.

DIMANCHE 23 :

21H : "En attendant Godot" de S. Beckett par le théâtre de la Mée ancienne salle du cinéma Sion-les-Mines.

MARDI 25 :

20H30 : création d'une coopérative de produits biologiques sur Nantes, réunion au local "Amis de la Terre" 32 quai Malakoff.
20H30 : semaine AR FALZ "la femme celte" par J. Markale (spécialiste de la civilisation celte) au centre J. Macé Nantes.
21H : Thierry Eliez, piano jazz aux Petits Saints.

MERCREDI 26 :

20H30 : Machin (folk jurassien) en soutien à Radio Libre St Naz. maison du peuple St Nazaire.
14H45 : rendez-vous au CRDP route de la Jonelière pour la conférence organisée par total (cf article).
20H30 : semaine AR FALZ, "terre de vie ou terres à vendre ?" montage sur l'évolution du littoral du pays Bigouden, centre J. Macé Nantes.
21H : Gilles Servat chansons aux P. Saints. même chose le lendemain.
21H : concert de soutien M.J./S.E. avec Mickeystein, Ticket, Detective (rock) salle de la Frébaudière bourg d'Orvault.
21H : Nantes carrefour de l'Europe, le théâtre libero de Palerme présente : "la Vera Vita Di" salle Coligny

VENDEE

DU THEATRE.

le mardi 25 : théâtre municipal de la Roche/Yon 14H30 et 20H45.
La troupe de l'Ephémère joue : "Phylactère s'en va en guerre".
le vendredi 28 : à l'école maternelle Pont Boileau de la Roche/Yon café-théâtre avec Ch. Gebel à 21H.
le samedi 29 : théâtre municipal de Fontenay le Comte à 21H le théâtre de la Petite Ortie joue "La belle à deux têtes".

DU CINEMA.

le mercredi 26 : FJT Arago et le jeudi 27 au FJT Rivoli de la Roche à 20H30 "Harlan county" ; vraiment à voir.
du 18 mars au 8 avril : cinéma le Concorde de la Roche, 6 journées cinématographique de la Roche/Yon. près de 15 films pour la plupart inédits à la Roche.
Consulter le "quotidien" pour les heures et date. Ca vaut le déplacement.

PERMANENCE JURIDIQUE AU SILLON. St Herblain.

La permanence juridique qui avait lieu le samedi matin de 10h à 12h se tiendra maintenant tous les vendredis soirs de 17H30 à 19H au centre S.Culturel. Elle est gratuite.
Les responsables peuvent répondre à tous vos problèmes : consommation, droit de la famille -divorce etc- logement, reasselements concernant la Caisse d'Allocations Familiales, Sécurité Sociale, etc... droits divers, cartes de séjour, information concernant les immigrés.

JEUDI 27 :

20H30 : Concert Patrick Ewen soutier à Diwan amphi fac de droit Nantes.
21H : Zouc au cinéma le Paris (réservation au Paris) m chose le29
20H30 : réunion du COBOM à l'APL.

VENDREDI 28 :

20H30 : Armand Robin (poète breton) par Alain Bourdon semaine Ar Falz centre J. Macé.
21H : concert Yvon Rivoal et P. Girardière guitares centre socio-culturel du sillon st Herblain.
21H : art ensemble OF chicago (jazz) grand auditorium du conservatoire location Fuzz et Maillet : 40 et 30F.

DE LA CHANSON ET MUSIQUE.

le vendredi 28 : auditorium du conservatoire de la Roche à 20H45 : la chorale Rolande Lessus jouera des oeuvres de Schubert, Barlok, Brahms, Corseis...

PAR AILLEURS.

le dimanche 23 : après-midi à la Roche, carnaval place Napoléon.
le samedi 29 : gala de diaporama, théâtre municipal de la Roche à 20H45. Sélection des "meilleures diapo" des clubs de vendée.

SOIREE, INFORMATIONS, DEBAT.

le samedi 29 : soirée info sur le Bengla-desh par Terres des Hommes. Centre socio-culturel des Pyramides de la Roche à 20H30.
du 17 au 22 : à la mairie de la Roche, exposition information sur "Plogoff".
le jeudi 27 : à la bourse du travail de la Roche bd Louis Blanc : réunion d'information et d'action en soutien à "Plogoff" organisée par le CRIN.